

1996 Réass JUIN N° 1047

**PARIS - BASTILLE**  
**SAMEDI 15 JUIN**  
**15 HEURES**  
**MANIFESTATION**  
**EN FAVEUR**  
**DES SANS-PAPIERS**  
**ET CONTRE**  
**LA LOI TOUBON**

le monde  
**libertaire**

UNIVERSITÉ DE PARIS  
Contemporaine

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

BDIC

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

13 AU 19 JUIN 1996

N° 1047

10,00 F

**DANS CE NUMÉRO :**  
**UN SUPPLÉMENT 4 PAGES**  
**CONTRE LA LOI TOUBON**  
**ANTI-IMMIGRÉS**  
**ET CONTRE LE SOMMET**  
**DU G7 À LYON**

# RÉVISIONNISME DE LA MÉMOIRE EN MILIEU ANTIFASCISTE



Lors de la manifestation contre la profanation du cimetière juif de Carpentras. Photo Chesnot - Witt / Sipa Press.

**D**ES EXTREMES QUI NE SE TOUCHENT PAS.

En mai 1992 paraissait, sous forme de tract, un texte collectif au titre quelque peu sibyllin : *Les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis*. Il s'agissait en premier lieu de tordre le cou à une légende soigneusement entretenue par l'infatigable VRP révisionniste de la Vieille Taupe comme par certains de ses ennemis, antifascistes quasi institutionnels toujours prêts à prendre pour vérité révélée l'image qu'il veut donner de lui-même et de son entourage : que les gros bataillons de l'ultra-gauche — étiquette qui se colle aujourd'hui très largement sur toute opposition radicale au capitalisme — se sont ralliés à ses thèses car elles représentent, dans le sillage de Mai 68, la suite logique d'une critique de la démocratie développée par ce courant de pensée. À en croire la rumeur colportée par Alain Finkielkraut et d'autres, la théorie radicale réactivée par les *puristes de la révolution*, version Bordiga notamment, aurait été sinon le ventre porteur de la nouvelle

bête immonde, du moins son plus habile accoucheur.

Avec *Les ennemis de nos ennemis...* et sa publication dans plusieurs revues peu suspectes de tendresse pour les rouges-bruns<sup>1</sup>, de tels amalgames devenaient indubitablement plus périlleux. Et l'on comprend que ce texte, qui dérangeait

**« Entre la critique radicale de l'ordre établi, d'inspiration marxiste ou libertaire, et les délires du réviso-négationnisme, il y a toujours eu un monde qu'aucune passerelle n'a jamais réussi à relier. »**

leur grille de lecture, n'ait pas éveillé le moindre écho de la part des parangons de vertu antifasciste, si prompts d'ordinaire à se faire la caisse de résonance du moindre bruit concernant la collusion gauche extrême et droite extrême. Cette mise au point, en effet, faisait resurgir un clivage essentiel qui commençait à se brouiller et que le battage orchestré peu après autour de l'alliance Rouges-Bruns tendra plus

encore à effacer : entre la critique radicale de l'ordre établi, d'inspiration marxiste ou libertaire, et les délires du réviso-négationnisme, il y a toujours eu un monde qu'aucune passerelle n'a jamais réussi à relier<sup>2</sup>. Sauf à prendre pour l'original la contrefaçon la plus grossière, de chaque côté, ce ne sont pas des frères ennemis qui se font face, mais des ennemis que d'aucuns ont intérêt à faire passer pour des frères. Rien de commun entre un démontage rigoureux et cohérent des rouages du capitalisme et du nazisme et les élucubrations du petit télégraphiste faurissonnien qui avait délaissé le service d'un prolétariat mythique pour annoncer au monde la Bonne Nouvelle révisionniste : les Juifs sont le peuple mal élu !

Un autre détail n'était pas moins gênant pour les gardiens de la Mémoire antifasciste. Parmi les initiateurs et les signataires de ce texte, plus nombreux étaient les représentants « historiques », et de beaucoup, de l'ultra-gauche, irréductibles adversaires de toujours des thèses révisionnistes, que les ex-amis de l'animateur de la Vieille Taupe, tribulaires, après Mai 68, d'une rhétorique portée par l'air du temps, et dont les formules paradoxales, pleines d'outrecuidance, prennent une résonance particulière dans le contexte actuel. En se rejoignant, au-delà de leurs divergences et de leurs itinéraires, sur une même analyse de ces phénomènes, tous ces camarades voulaient souligner que les responsabilités du passé pouvaient et devaient être soumises à une critique sans concession. Pour autant, ils n'entendaient nullement, au terme d'un procès rétroactif instruit par des antifascistes politiquement corrects, fournir un certificat de moralité à de nouveaux inquisiteurs pressés de pousser vers la guillotine tous ceux qu'ils soupçonnaient du crime de lèse-démocratie.

Et avant tout, et surtout, il n'était pas question de tirer un trait sur un pan entier de l'analyse du capitalisme sous le fallacieux prétexte que des bribes tritonnées s'en retrouvent dans les inventaires hypercritiques et les ergotages des comptables révisionnistes. Il est piquant de le constater : ceux qui accusent l'ultra-gauche de renvoyer dos à dos toutes les formes de domination politique au motif qu'elles seraient le produit d'un même système d'exploitation économique, le capitalisme, ne reculent pas devant des amalgames non moins réducteurs pour enfermer les multiples variantes de la critique radicale dans le même sac, à jeter en eau profonde. L'idée que les extrêmes se touchent, et que tout ce qui touche aux extrêmes est contaminé, tourne chez eux à l'obsession de la contagion. Il suffit à

la limite d'avoir croisé la route de tel personnage sulfureux, et même d'avoir croisé le fer avec lui, pour que ce rapport conflictuel soit brandi comme une preuve à charge. Tous ceux qui, autour de Mai 68, ont de près ou de loin aidé les « Amis de Spartacus » dans leur tâche de démystification de l'historiographie stalinienne s'inscrivent fatalement dans un courant de pensée où la Vieille Taupe a trouvé sa place un instant. S'ensuit-il qu'ils aient à répondre de délires qu'ils furent parmi les premiers à démentir et à dénoncer sans pour autant renoncer à ce qui était au cœur de leur engagement, et sans céder un pouce du terrain critique à ce nouvel adversaire ?

**LES COMPAGNONS DE ROUTE SONT DE RETOUR !**

Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage ! Il est clair que le chantage de l'antifascisme tend à neutraliser toute remise en cause de l'Etat de droit et du consensus droïdohommiste en excipant du fait qu'on risque ainsi d'apporter de l'eau au moulin de l'extrême droite. Que le PS comme le PC et la nébuleuse intellectuelle qui gravite autour de ce parti en voie de dépérissement fassent désormais de l'antifascisme leur cheval de bataille se conçoit aisément : après avoir tout perdu, même l'honneur, ces partis avaient un urgent besoin de réactiver une idéologie moyenne de substitution

(Suite p. 5)

## LYON 22 JUIN

### MANIFESTATION ET MEETING FA CONTRE LE G7

A l'occasion de la tenue du G7 à Lyon, la Fédération anarchiste appelle à la manifestation qui aura lieu le 22 juin.

Les libertaires manifesteront pour réaffirmer la nécessité et la possibilité d'une transformation révolutionnaire et libertaire de la société.

- MANIFESTATION à 15 heures devant la Manufacture des Tabacs.
- MEETING à 18 heures à l'Espace Saint-Georges Communication (ex-CEP), 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

L'Union régionale Sud de la FA organise une montée en bus pour la manifestation contre le G7 du 22 juin à LYON.

Les personnes intéressées peuvent téléphoner à : Ardèche : 75.94.84.73 ; Gard : 66.50.34.80 ; Hérault : 67.42.70.67.

## 23 JUIN

### RÉUNION INTERNATIONALE ANTI-G7 (à l'initiative de la FA)

A l'occasion de la tenue du G7, une réunion internationale se tiendra le 23 juin, à partir de 9 h, à l'Espace Saint-Georges Communication (ex-CEP), 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

A l'ordre du jour : les réalités locales des luttes, la mondialisation du capitalisme et la réorganisation consécutive des Etats et les perspectives du mouvement anarchiste.

Toutes les organisations anarchistes présentes dans les luttes sont invitées à venir dialoguer et à échanger leurs points de vue sur ces questions, dans l'optique d'une redynamisation de nos pratiques internationales.



FOP 2520

GRÈVE DES TÉLÉCOM

# Une riposte insuffisante

L'AVENIR de France Télécom s'est-il joué durant cette semaine du 3 au 7 juin ? Les télécommunications, secteur de pointe de l'économie de l'Hexagone, performant, rentable et en développement, seront-elles privatisées ? Telle est, en tout cas, la volonté du gouvernement Chirac et des marchés financiers, en application du principe libéral bien connu qui consiste à laisser ou à rendre au secteur privé, en tout ou en partie, les branches financièrement rentables de l'appareil industriel, alors que celles qui sont structurellement déficitaires en même temps qu'indispensables au fonctionnement de la société seront financées par l'argent public. Au capital, les bénéficiaires; aux contribuables, les déficits...

D'autres secteurs sont visés par les pouvoirs publics et les puissances d'argent, les chemins de fer, la fabrication et la fourniture de l'énergie en particulier — on a même parlé, récemment, de l'éducation nationale. Aujourd'hui pourtant, celui qui est le plus menacé, c'est France Télécom.

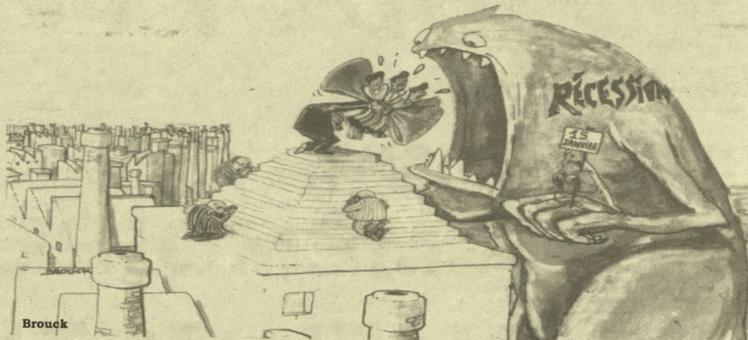
Il s'agit de la dernière partie d'un long chemin semé d'embûches, qui a commencé dès les années 70. En 1974

déjà, la grande grève des PTT avait pour objectif, entre autres revendications, de repousser les tentatives de privatisation menées, à l'époque, pour le compte d'ITT. La puissance du mouvement d'arrêt de travail avait sans doute fait réfléchir les acheteurs éventuels.

## Une réforme commencée par les socialistes et finie par la droite

L'offensive actuelle commença sous le ministre socialiste Mexandeu, vers 1985, pour être relayés successivement par Longuet, ministre de droite lors de la première cohabitation, puis par Quilès, lorsque le PS revint au pouvoir.

C'est la même réforme, quant à son principe. A savoir, dans un premier temps, séparer les postes des télécommunications en créant deux entités. Puis changer le statut juridique de ces nouvelles entreprises, en les amenant à perdre leur situation d'administration publique, pour, un peu plus tard, les privatiser, c'est-à-dire vendre au privé une partie des éléments rentables.



En 1990, furent donc créés deux ÉPIC (établissement public à caractère industriel et commercial). Aujourd'hui, la privatisation en cours devrait, si rien n'arrête le gouvernement, mettre à la disposition des investisseurs 39 % du capital. On proposera 10 % au personnel, en lui racontant qu'il commence à être propriétaire de son entreprise. L'État, quant à lui, conserverait la majorité avec 51 %. Demain, une simple décision du conseil des ministres peut décider de continuer à vendre de nouvelles parts.

La plupart des organisations syndicales de la Poste et des Télécommunications, la CGT, SUD, divers syndicats autonomes, la CNT, parfois FO, ont refusé, au moins dans les déclarations, la logique globale de la réforme.

Il n'est pas sans intérêt de savoir que cette importante modification de la situation salariale en cours s'accompagne, pour 25.000 à 35.000 agents, de la possibilité d'un départ en préretraite, avec 70 % du salaire, au plus tôt à 55 ans. En 2002, la direction envisage de ne plus embaucher de fonctionnaires... Enfin, environ 15 à 20 % des travailleurs des anciens PTT, entre 30.000 et 40.000 personnes, ont refusé la logique commerciale et conservé leur statut ancien. On lira dans cette même page un encadré développant les conséquences de cette situation.

## Une riposte qui s'est essouffée trop vite

Ce printemps a vu se commencer l'étape ultime. C'est maintenant, répétaient les organisations syndicales et les militants, qu'il faut arrêter le mouvement. Aujourd'hui, parce que rien d'irréversible concernant les garanties des travailleurs n'est intervenu; plus tard, on peut craindre une réduction importante de ces droits, ce qui réduirait les possibilités d'action...

On connaît la suite : des mouvements d'arrêts de travail, la semaine dernière, qui réunissent, le premier jour, au plus 35 % de grévistes dans

les Télécom, pour ne rassembler, en fin de semaine, que les noyaux militants...

A SUD comme à la CNT, on désigne le manque de dynamique unitaire comme la raison principale de ce manque de participation des salariés, cela malgré des appels regroupant parfois plusieurs organisations, comme en Meurthe-et-Moselle ou dans l'Essonne. Des questions seront posées, ajoutez-les, en particulier à la CGT qui, semble-t-il, n'a pas encouragé les prises de parole unitaires et n'a pas mobilisé comme elle sait le faire quand elle le veut. La direction de la CGT serait-elle tentée par un retour vers l'isolement superbe des années du stalinisme ? Si elle voulait essayer de démontrer — on sait combien la CGT aime les démonstrations — que seule la CGT peut vraiment lutter qu'elle ne s'y prendrait pas autrement. Vieux rêves de bureaucrates, en particulier de la Fédération postale de la CGT, et cauchemar permanent des travailleurs, qui savent que de telles pratiques préparent des révels douloureux.

Dans le même temps, le camp adverse avance à grands pas; un récent accord signé à la RATP par les syndicats de collaboration de classes préparant, comme étape future, un service minimum dans les transports parisiens. En décembre 1995, les travailleurs de la fonction publique ont arrêté pour quelques semaines la marche en avant du libéralisme. Pourront-ils encore le faire, à l'avenir, si le démantèlement des statuts et des garanties continue ?

JACQUES TOUBLET

## BILLET D'HUMEUR

### LA VALSE DES MAÎTRES DE LA PENSÉE

C'est souvent avec émotion que je vois disparaître un comique. Ces temps-ci, je suis servi. Deux duettistes qui bercèrent mon enfance et mon adolescence de leurs sketches se retirent du circuit.

Suivant de près l'exemple de son ami de longue date, Georges Marchais, Jean-Pierre Elkabbach a décidé de se mettre au vert.

L'histoire ne dit pas s'ils se sont concertés pour acheter un manoir en commun ou s'ils se contenteront de prendre un canon sur la place du village après la traditionnelle partie de pétanque du dimanche matin.

Peu importe ! Mais, ils vont me manquer et l'angoisse me prend devant l'idée de ces soirées à venir qu'ils ne viendront plus égayer. Faudra-t-il que je me résolve à penser ou à parler à ma voisine de palier ?

Mais je ne m'inquiète pas outre mesure car il se trouvera toujours de joyeux lurons (N'est-ce pas, Yoyo ?) pour occuper nos neurones et nous retenir devant les téléviseurs, bien loin des rues où, bientôt et malgré leurs efforts, tout se décidera.

L'ATELÉ  
(8 juin 1996)

## Reclassifiés et reclassés

On sait combien l'administration peut faire preuve d'imagination, que le bon peuple des administrés qualifie souvent de bureaucratique, lorsqu'elle fabrique des mots, des sigles, des expressions. Ah ! quelle jubilation lexicale avec igame, assédiciens, ASFNE et tant d'autres... Les ex-PTT ont ajouté à cette richesse créative deux nouvelles catégories, celles des reclassifiés et des reclassés, dont il importe impérativement de connaître la définition pour comprendre à quoi correspondent ces nouvelles tribus du personnel salarié de l'Etat français.

Les premiers, les reclassifiés, désignent ceux des fonctionnaires des anciens PTT qui ont accepté la logique des nouvelles fonctions proposée par la direction, acceptation qui s'est concrétisée par la signature d'un document présenté par la direction.

Les seconds, les reclassés, sont composés de ceux qui ont refusé cette logique et ont préféré conserver l'ancien statut. Ils sont peut-être 20 % des actifs actuels. Evidemment, ce sont ceux qui ne comprennent jamais rien de ce qu'on leur explique. Surtout quand ces explications viennent de la direction.

Pour défendre certains acquis des fonctionnaires, tels que l'avancement à l'ancienneté, lesdits reclassés, syndiqués dans les divers syndicats ou bien non syndiqués, en tout cas mauvaises têtes, ont organisé un peu partout des associations de défense. A côté et en plus, si on peut dire, de la lutte menée par les organisations syndicales, ils entendent mener des recours par voie de droit. Si nécessaire, ils iront jusqu'au Conseil d'Etat. Pour ce faire, ils ont constitué, tout récemment, une amicale nationale, en fédérant les groupes locaux. Un sacré groupe de pression !

C'est, pour le personnel, un problème difficile. Douloureux même car il implique directement les individus et les décisions qu'à un instant de leur carrière ils purent prendre : l'acceptation du nouveau statut impliquait une rémunération un peu supérieure. Enfin, la plupart des organisations syndicales, si elles se sont opposées au principe de la réforme, n'ont pas vraiment conseillé au personnel de refuser de signer les textes qui la rendaient opératoire. Seules la CNT et la Fédération autonome avaient appelé à ne pas signer...

Des contradictions aiguës apparaissent entre les discours et la pratique. A Nancy, par exemple, des permanents de la CGT sont maintenant reclassifiés — ils ont signé — alors qu'ils déconseillaient de le faire. Lorsqu'on leur demande un éclaircissement, ils répondent qu'il s'agit là d'une affaire personnelle. Vous étonnez-vous encore, après cela, qu'une section CNT vienne de se créer au centre de tri de Nancy ?

J.T.

## Une gestion du personnel calquée sur le privé

Dès 1993, de nouvelles méthodes de gestion du personnel sont introduites par la direction, calquées sur l'industrie privée, dont la philosophie se résume en une remise en question de la notion de service public. Ce nouveau point de vue sur les objectifs de l'entreprise s'accompagne également d'une modification en profondeur des méthodes d'organisation appliquées au personnel.

Les critères antérieurs — l'avancement à l'ancienneté, les mutations géographiques gérées par un tableau comportant un droit de regard des syndicats, des grades analogues à la fonction publique, le système de notation des fonctionnaires — sont remplacés par de nouvelles règles directement issues d'une logique commerciale avec une préoccupation marquée pour la rentabilité. A l'avenir, selon ce nouveau système, les mutations seront déterminées par les besoins de l'entreprise, l'avancement déterminé grâce à un examen d'aptitude (en fait, le choix se fait à la tête du client, affirmant les intérêts), un «entretien de progrès» suppléé aux anciennes notations, au cours duquel on fixe à l'intéressé des objectifs individuels. S'ils ne sont pas obtenus, la rémunération peut baisser.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devniend  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

TOURS

## Le pape, c'est combien ?

**L**ES HOMMES POLITIQUES, des plus hauts responsables de l'Etat aux élus locaux, justifient l'utilisation des fonds publics pour la venue du pape avec l'argument suivant : c'est un chef d'Etat que l'on reçoit !

Pour ce faire, on délègue les bourses :  
- 6,5 millions de francs sont consacrés aux travaux de réfection des tours Charlemagne, de l'horloge, de la basilique Saint-Martin et de la place de Château-Neuf ;

- 3,5 millions de plus (dont le financement n'est pas encore acquis) devraient permettre d'aménager la proximité de la basilique. Ces crédits entreraient dans le cadre plus général d'une mise en valeur de la ville de Tours, nous dit-on.

Admettons ! Mais qui va financer alors les 2,4 millions nécessaires à

la mise en place de la messe sur la base aérienne 705, le 21 septembre prochain ? Qui paiera les 1,2 million nécessaires au transport des pèlerins ? On sait que le clergé refuse de payer la note et que le préfet pousse les élus locaux au financement. On sait aussi que l'Etat financera la location du Vinci pour les 700 journalistes venus du monde entier lors des trois jours du séjour du pape (coût supérieur à 1 million). La Direction départementale de l'Équipement (DDE) et les collectivités locales paieront les travaux d'aménagement nécessaires à l'accueil des moyens de transport à l'extérieur de la BA 705 (coût supérieur à 1 million). Les forces de police extérieures : une trentaine d'unités mobiles de renfort, les RG, les autres services de sécurité, soit

plus de 2 000 hommes, vont aussi coûter beaucoup d'argent aux contribuables (là aussi, ça devrait dépasser le million de francs). Autre scandale, il faudra aménager le bureau du préfet, puisque Jacques Chirac reçoit Jean-Paul II, à cet endroit, le jeudi 19 septembre au matin. Transformation du bureau en salon, adaptation de l'entrée... (coût inconnu, mais nous n'avons pas la prétention d'être exhaustifs).

Les trois jours de villégiature du pape dans notre département coûteront selon nos estimations, tous financements confondus, un minimum de 13 millions ! Il va sans dire que la plus grosse partie sera supportée par l'Etat et donc par nous tous, les contribuables !

Monsieur Jean Honoré, archevêque de Tours, n'a jamais caché le

sens de cette visite. Dans *La Lettre d'Information* n° 5 du 11 avril 1996, de l'association qu'il préside, « Saint-Martin 97 », son vicaire général, Jean-Marie Onfray, précise : « Cette visite n'est pas une visite de chef d'Etat : c'est le pasteur universel que nous accueillons... Toutes les mesures de sécurité nécessaires ne doivent pas nous faire perdre de vue le caractère essentiellement pastoral de ce voyage. »

L'Etat français républicain et laïque est donc en train de réhabiliter, sous nos yeux, le catholicisme en tant que religion officielle ! C'est inadmissible ! Il est plus que jamais nécessaire que les citoyennes et les citoyens de ce pays fassent entendre leur voix pour le respect de la laïcité.

L'argent public servira-t-il à financer le retour de l'« ordre moral » ?

**COLLECTIF CONTRE LA VENUE DU PAPE A TOURS, BP 7, 37380 Neuillé-le-Lierre**

NICE

Le groupe FA de Nice a fermé son local situé au 19, rue de Dijon. Toutefois, les activités continuent. Ecrire à l'ADCL, BP 171, 06303 Nice cedex 4, pour se tenir informé et se procurer l'Anarcho, le mensuel de liaison du groupe.

Le samedi, 11 h - midi : vente du ML sur le marché de l'ancienne gare du Sud, à l'angle de l'avenue Malaussena et de la rue Raiberti.

### DEUX NOUVELLES BROCHURES

« L'ANARCHISME AUJOURD'HUI »  
Un projet pour la révolution sociale  
Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste  
éditions du Monde Libertaire (Paris)  
- éditions Alternative Libertaire (Bruxelles), printemps 1996. 48 pages. 20 FF (100 FB).

ALTERNATIVE LIBERTAIRE  
n° 185 (juin 1996)  
« DOSSIER DROGUES »  
64 pages. 20 FF (100 FB).

En vente à la librairie PUBLICO,  
145, rue Amelot, 75011 Paris.

# Les dangers des religions

« L'oppression, c'est aussi la religion. »

Jean Koppen

Le texte ci-dessous exprime des opinions intéressantes, en particulier en cette période de mobilisation contre la venue dans l'hexagone de M. Wojtyla. Nous le publions à titre de contribution au débat, tout en précisant que le contenu de ce texte n'engage que son auteur — en aucune façon la Fédération anarchiste et le comité de rédaction du *Monde libertaire*...

L'actualité nous le rappelle chaque jour : la religion tue. Aujourd'hui, la plupart des conflits, des guerres, des attentats sont d'origine religieuse. Au nom de Dieu, on assassine, on torture, on déteste son prochain. Certes, les religions exercées avec modération permettent aussi à certains de trouver un réconfort moral et à d'autres de conserver un minimum de valeur de solidarité. Mais, l'intégrisme ne naît-il pas en fait des valeurs de base défendues par les religions ?

En prêchant la dévotion à une autorité suprême, les religions apprennent tout simplement la soumission à leurs fidèles. En prétendant que leur dieu est parfait, elles invitent les croyants à ne plus faire appel à leur sens critique. Elles transforment, en l'affirmant d'ailleurs, le peuple en un troupeau obéissant aux bergers sans rechigner. Courbant l'échine face à la

religion dès son plus jeune âge, le croyant devient un être que l'on peut aisément manipuler, fanatiser. Alors que l'on se révolte justement contre le culte de la personnalité exigé par un dictateur, beaucoup se prosternent devant le culte de la personnalité ordonné par un dieu. De la religion modérée au sectarisme puis à l'intégrisme, il n'y a finalement que quelques pas. Les dangers sont là et se développent potentiellement en ces temps de crise morale, politique et financière.

Parallèlement à cette augmentation des fanatismes, le silence a enveloppé l'anticléricalisme et l'ensemble des mouvements luttant contre le religieux. N'est-ce pas le moment de redonner naissance à ces sensibilités, à des groupes qui par leurs provocations produiraient des électrochocs afin de stopper les excès religieux à travers nos sociétés ? A une époque, les surréalistes avaient mené ce combat contre le puritanisme. Cette expérience pourrait maintenant nous servir d'exemple.

Prônant le culte du plaisir pour remplacer celui de dieu, les surréalistes invitaient le bon peuple à des actions de protestation :

Dans le métro, à une heure d'affluence, si vous êtes à côté d'un prêtre, vous commencez à hurler, en lui foutant un coup de poing en pleine gueule : « *Vieux porc, vous n'avez pas fini de me*

*peloter* ». La foule écoute ; alors vous déclarez : « *C'est la troisième fois cette semaine qu'un curé me fait des propositions, et dire qu'on envoi des enfants au catéchisme !* » Vous pouvez ainsi insulter et même rosser un curé sans être lynché.

Bien sûr, tous les religieux ne sont pas à traiter de la sorte. On ne peut pas mettre sur un pied d'égalité le Dalaï Lama, Jean-Paul II ou Khoméini. On ne peut pas non plus comparer la théologie de libération avec le catholicisme adepte de la messe en latin. Les façons d'exercer la croyance sont plurielles. Malgré ce constat auquel souscriraient certainement les fondateurs du surréalisme, l'action précitée a le mérite de remettre en cause l'autorité qui apprend aux fidèles la résignation.

### La provocation est le poumon de nos libertés

Les surréalistes ne se bornaient pas qu'à des conseils. Leur militantisme contre les religions a été aussi riche qu'imaginatif. Cet aspect fait partie intégrante de leur philosophie. Comme le dit l'écrivain Michel Carrouges : « *Le surréalisme est un défi au christianisme.* »

Quel scandale, quand Max Ernst présente une toile représentant la Vierge fessant Jésus à coups d'auréole. Quelle stupeur, lorsque Antonin Artaud lance : « *Je chie sur les vertus chrétiennes.* » Quel choc, lors de la publication de *Haute fréquence*, manifeste anticlérical du collectif surréaliste, ou de « *L'Adresse au pape* » dans le numéro 3 de la revue *Révolution surréaliste*. A travers l'ensemble de leurs œuvres, parfois extrémistes (mais n'est-ce pas là un moyen sûr de changer le monde ?), les surréalistes ont poussé à l'évolution des mentalités,

à la remise en cause de la pensée trop propre, trop rangée pour être vivante. Sans de tels actes, le plaisir, la liberté n'avanceraient pas. La provocation est assurément le poumon de nos libertés.

Les surréalistes ont, par exemple, fortement contribué à la libération sexuelle. Epicuriens et portés sur l'érotisme, ils ont élevé fièrement l'idéal sadien. Qu'on aime ou non le sexe, cette révolution sexuelle a propulsé l'ensemble des libertés. Toute conquête de liberté enrichit la Liberté avec un grand L. On ne peut pas par conséquent défendre la liberté et le puritanisme conjointement. Ces valeurs sont antinomiques. D'ailleurs, les régimes totalitaires s'attaquent toujours à la liberté sexuelle avant d'atteindre l'ensemble des libertés.

Les surréalistes ont aussi utilisé le cinéma pour soutenir les mouvements antireligieux. Le

film *L'Age d'Or* de Luis Bunuel, écrit en collaboration avec Salvador Dali, est certainement un modèle du genre. Le Christ y est représenté, sur un air de paso-doble, comme l'organisateur de la plus belle des orgies avec de jeunes filles. On y voit des squelettes vêtus en habits d'archevêques. Interdit durant cinquante ans, ce long métrage est un symbole d'opposition contre les cathos coincés, mais surtout un défi historique contre la censure.

Aujourd'hui, à travers le retour du moralisme, du « politiquement correct », des intégrismes et du sectarisme, c'est la Liberté qui est la cible. Il ne faut plus tarder pour retrouver l'esprit d'insoumission et de provocation caractérisé par le mouvement surréaliste. La résistance contre les agents répressifs de la pensée doit commencer.

CHRISTIAN BRUNIER

### LE RASSEMBLEMENT CANNABIQUE DU « 18 JOINT » INTERDIT !

Soucieux de ne pas encourir les foudres de la loi, le CIRC ne maintiendra pas son traditionnel rassemblement le 16 juin à La Villette à 14 h. Il se contentera d'appeler ses adhérents et tous les cannabino-philes à soutenir le rassemblement de CHICHE et du MJS, même heure, même endroit, à condition, bien sûr, que ce rassemblement ne soit pas lui aussi interdit.

CIRC, 54 bis, rue David-d'Angers, 75019 Paris.

NOTRE DERNIÈRE AFFICHE

En noir et blanc

3 F l'unité et 100 F les 100 (port compris)

EN LATIN, EN ARABE, OU EN BASKETS LA RELIGION OPPRIME



FEDERATION ANARCHISTE 143 RUE AMELOI 75011 PARIS

# La normalisation en Algérie

TOUT LE MONDE en Algérie sait bien que, et les plus hautes autorités militaires le reconnaissent elles-mêmes depuis peu, les manifestations de juin 1988 n'avaient rien de spontané. Comme à Timisoara en Roumanie, elles avaient été organisées par les services spéciaux pour mettre en difficulté certains clans du régime algérien à l'approche du congrès du FLN. La différence avec la Roumanie, c'est que les choses n'ont pu être maîtrisées de la même manière. En Algérie, les partisans des réformes - ont pu, certes avec beaucoup de difficultés, renforcer leurs positions, accéder aux affaires gouvernementales et proposer une Constitution d'inspiration démocratique qui allait dans le sens des évolutions déjà en marche dans les pays de l'Est et qui a vu son apogée avec la chute du mur de Berlin. Il est fort probable que ce courant voulait aller à petits pas et sans brusquerie vers une économie de marché. Cette démarche politique semble avoir réussi dans la Hongrie de Kadar, alors qu'au contraire, en U.R.S.S., les choses se sont produites dans la violence, et Gorbatchev s'est vu contraindre par un coup d'Etat du KGB qui a finalement permis à Eltsine de prendre le pouvoir. Le pouvoir réel semble davantage y être aux mains d'anciens clans du système, plus ou moins proches de la mafia.

En Algérie, les tenants de l'ordre ancien qui profitaient des privilèges du régime et du partage des plus-values versées par la rente pétrolière se sont mis en retrait attendant leur heure. Ils ne ménageaient aucune critique contre le gouvernement et l'Assemblée nationale lentement convertie à la nouvelle donne politique.

## Presse et police politique

En Algérie, comme ailleurs, la libéralisation politique s'est accompagnée de la libération de la presse. Celle-ci s'est faite de façon particulière. Chacun sait qu'une presse a besoin de moyens pour vivre : paiement des salaires, du papier, des frais d'impression et aussi d'un capital de départ. Cela fut réglé en offrant aux journalistes de la presse d'Etat qui souhaitaient quitter le secteur public de s'installer en empochant une avance de deux ans de salaire pour constituer ce capital. L'impression des journaux pouvait se faire dans les presses de l'Etat. Cette initiative ne fut pas sans susciter une certaine méfiance à l'égard des réformes. En effet, en Algérie, les journalistes et les responsables de la presse du système d'Etat ne pouvaient, auparavant, tout comme les hauts fonctionnaires et grands commis de l'Etat, n'être recrutés qu'avec l'aval de la police secrète. Personne ne pouvait donc croire sérieusement que la reconversion de ces journalistes du secteur d'Etat vers le privé pouvait être un gage de libéralisation de l'information, et ce d'autant plus que beaucoup

d'entre eux étaient des responsables syndicaux et spécialistes de la langue de bois mis en place par le contrôle étatique et policier. À tout cela, il faut ajouter un fait très rarement signalé en France, c'est que cette « presse libre » avait besoin de parrains. Il s'agit très souvent de l'association avec un homme d'affaire (ce qui, tout compte fait, n'a rien d'étonnant dans un pays capitaliste), avec un officier supérieur, très souvent lié ou appartenant ou ayant appartenu aux services spéciaux. Il peut certes y en avoir de libéraux - parmi eux, comme ceux qui ont soutenu les réformes -, mais le fait est qu'il vaut mieux avoir un parapluie très solide pour diriger un journal. Rappelons ici simplement que les officiers promus ces dernières années aux plus hautes fonctions de l'armée avec les grades de général ou de général-major viennent presque tous des services de sécurité.

## Manipulation des « services »

Ceux qui appartiennent à cette « mafia militaro-politico-industrielle », comme on l'appelle en Algérie, et qui ne voulaient pas se laisser plumer les milliards qu'ils empochaient grâce au capitalisme monopolistique d'Etat baptisé *socialisme à l'algérienne*, virent dans l'intégrisme islamique un allié providentiel. Déjà, en 1988, certains hommes politiques avaient mis en garde contre l'épouvantail islamique - que les propriétaires de l'Algérie commençaient à brandir. Il est vrai que les islamistes radicaux firent toutes les erreurs politiques qui étaient attendus d'eux : prêches incendiaires contre la démocratie qualifiée de « caffir », menaces contre la presse, surenchères diverses à défaut de programme et de réflexion politique et économique, etc. Il faut ajouter à cela qu'ils étaient, comme il se doit, très largement infiltrés par les « services ». Aujourd'hui, tous les observateurs sérieux pensent que la grève du FIS de juin 1991 avait été téléguidée par ceux qui constituent la mafia « militaro-politico-financière » et qui disposent d'une position importante dans l'armée. Cette manipulation des islamistes par le pouvoir et ses services a été reconnue par Ali Belhadj lui-même, le numéro deux du FIS qui n'en a pris conscience que trop tard et s'est lui aussi converti aux vertus de la démocratie. Comme par hasard, la presse algérienne n'a plus publié ses textes depuis lors. La grève du FIS était dirigée contre les législatives et voulait imposer des présidentielles anticipées. C'était Chadli qui était visé. Les islamistes, les ben-bellistes roulaient volontairement ou à leur insu pour ceux qui voulaient déboulonner Chadli. Il n'empêche que les islamistes, y compris les

plus modérés d'entre eux, payèrent le prix fort par les arrestations dont ils firent l'objet et qui leur donna l'aura de martyrs. Les élections furent repoussées au mois de décembre de la même année.

Tout s'est passé, en Algérie, comme si l'on voulait, en multipliant le nombre des partis politiques et accroître la cacophonie ambiante, caricaturer la démocratie elle-même en donnant, via la presse d'Etat, la parole à ceux qui hurlaient le plus fort. Le résultat des élections de décembre 1991 confirma le rejet du système en donnant, dès le premier tour, une écrasante majorité de sièges au FIS qui fut avantagé par le mode de scrutin. Et surtout par un découpage électoral qui lui fut des plus favorables. Sur ce point, quelques observateurs se sont demandés si la stratégie du pouvoir ne visait pas justement à favoriser ce parti, dont les leaders n'ont jamais dissipé les inquiétudes des démocrates, tout en laissant certains de leurs tétristes se prononcer en faveur de l'institution de la loi islamique. Aussi, les élections furent annulées, le président de la République fut démissionné et l'Assemblée nationale dissoute. Les militaires disposaient donc du pouvoir absolu qu'ils exercèrent par le truchement d'un gouvernement de commis et par le paravent d'un civil, Boudiaf, importé pour l'occasion du Maroc où il vivait en exil. Dès qu'il eut des velléités de faire des réformes et de lutter plus sérieusement contre la corruption, il fut abattu lors d'un meeting devant six cents personnes, juste avant le journal télévisé. L'exécution en public du « président » était un avertissement sans aucune équivoque possible à tout ceux qui voulaient toucher au pouvoir de la « mafia ».

Le terrorisme s'est installé en Algérie alors même que, après l'interruption du processus électoral, les islamistes étaient massivement arrêtés, fichés par les services de sécurité voire même exécutés de façon sommaire, sans jugement. Il était trop tard pour ceux qui comprirent qu'ils avaient joué le rôle d'« idiots utiles ». Dans ces conditions, tout le monde se demande donc qui a vraiment tué Tahar Djaout et bien d'autres personnalités et pour quel profit ?

## Le pouvoir des militaires

Les militaires ont donc tout le pouvoir en Algérie, et c'est l'un des leurs qui est président de la République. Il n'était plus possible en Algérie ni ailleurs de revenir au système du parti unique. Le pouvoir a donc autorisé quelques formations qui ne pouvaient lui faire de l'ombre. L'Algérie évolue actuellement vers un système à la tunisienne, laquelle est tenue également par

l'armée, avec l'aval de la France, et qui a l'avantage de proposer une démocratie formelle basée sur un multipartisme de façade.

Entre temps, la presse qui se cru libre fut mise au pas par de sévères instructions non écrites quant à la manière de rendre compte de l'information. Les récalcitrantsurent faire face à des interdictions, des amendes, des procès, de la prison, des augmentations du prix du papier, etc. Cela ne suffisant pas, on donna « du terrorisme ». Là encore, les islamistes eurent le dos large.

Aujourd'hui, la situation est donc presque entièrement normalisée. Après avoir « prouvé » que l'Algérie n'était pas faite pour la démocratie, le pouvoir s'appretait à faire élire un Parlement après avoir modifié la Constitution qui ne permettra l'expression que des groupes qui roulent pour lui.

YAKOURÈNE

N.B. : les intertitres sont de la rédaction.

La Voix sans maître - Humeurs noires - (Radio Campus - 106.6) vendredi 14 juin / 19 h 30 - 20 h 30 Le G7 à Lyon et la Lesbian and Gay Pride à Lille

## RENDEZ-VOUS

### MONTPELLIER

Judi 13 juin à 20 h 30, réunion sur le thème « Réflexion sur la Révolution », avec Ronald Creagh, à l'Antre anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.

### PARIS

L'Union régionale parisienne de la FA entreprend un cycle de conférences sur l'anarchisme. Ces conférences se dérouleront le vendredi (à l'exception du jeudi 20 juin), en soirée, au local du groupe Louise-Michel « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.  
• Vendredi 14 juin, 20 h : « Le Nucleaire », avec Perline.  
• Jeudi 20 juin, 20 h : « Partage du travail et des richesses », avec René Berthier.  
• Vendredi 28 juin, 20 h : « Le Monde libertaire, Radio Libertaire : mode d'emploi ».

### BAGNOLS-SUR-CÈZE

Le groupe FA du Gard nous annonce que la réunion prévue, le jeudi 13 juin,

au Centre culturel Léo-Lagrange est annulée. Veuillez l'en excuser.

### CHELLES

Le groupe Sacco-Vanzetti de la FA organise une réunion-débat le samedi 15 juin, à 20 h 30, sur le thème : « Le Roman noir », avec Didier Daeninckx. Groupe Sacco-Vanzetti, 1 bis, rue Émilie (près de la gare SNCF), 77500 Chelles.

### TOULOUSE

« 1981 - 1996, quinze ans d'affiches anarchistes », jusqu'au vendredi 14 juin, de 17 h 30 à 20 h, à l'Athénée Albert-Camus, 36, rue de Cugnaux (M° Patte-d'Oie).

### LYON

Samedi 15 juin, manifestations :  
— 14 h 30, place Jean-Macé : Lesbian and Gay Pride (pour défendre leurs droits, les homosexuels paradent) ;  
— 15 h, place Bellecour : « Des papiers pour tous » (demandons la régularisation des sans-papiers).

## MANIFESTATIONS ANTI-G7

### CNT-AIT : DÉPARTS EN BUS POUR SE RENDRE A LA MANIFESTATION DU 22 JUIN

Renseignements et inscriptions :

• CNT-AIT du Nord, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille. Tél. : 20.47.62.65.

• CNT-AIT du Pas-de-Calais, 7, rue Jules-Mathon, 62000 Arras.

• CNT-AIT de la Somme, BP 617, 80006 Amiens cedex 1.

• CNT-AIT de l'Oise, 57, rue Louis-Borel, 60000 Beauvais. Tél. : 44.48.35.25.

### GAG7 : CONTRE-SOMMET LIBERTAIRE

Samedi 22 juin, à partir de 20 h 30 : contre-sommet libertaire organisé par le GAG7, au CCO, 39, rue Courteline, à VILLEURBANNE.

Dimanche 23 juin, 9 h - 16 h : contre-sommet libertaire au CCO.

Renseignements : GAG7, librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon. Tél. : 78.61.02.25.

### CHOISY-LE-ROI (94)

## « PIQUE NIQUE DE L'AMITIÉ » dimanche 30 juin dans le parc de Choisy

(à 500 mètres de la station SNCF de Villeneuve-Prairie) Organisé par le groupe Etoile noire de la FA et le Syndicat intercorporatif de Choisy-le-Roi (CNT-AIT)

# De la mémoire en milieu antifasciste

(Suite de la « une »)

susceptible de redorer leur blason. Ne s'étaient-ils pas discrédités, les uns pour s'être posés en « gérants honnêtes » du capitalisme privé, les autres en représentants plutôt malhonnêtes d'un communisme introuvable? L'anticapitalisme verbal d'antan remis dans le placard aux chimères, ils étaient à la recherche d'une culture d'opposition commune. À défaut de la perspective d'un avenir radieux, l'antifascisme leur apportait la caution d'un passé en apparence point trop sombre.

Un antiracisme sourcilieux, gravé sur les tables de la loi démocratique à l'initiative de l'apparatichik du PC Jean-Claude Gaysot, fervent partisan d'une nouvelle union de la gauche, contribuera moins à combattre l'extrême droite raciste, friande de procès à scandale, qu'à fondre dans le gris de la nuit des temps le souvenir de tel pacte mémorable et de quelques dérapages peu reluisants. Discutable sur le principe, la loi Gaysot a tout pour être inefficace à l'ère du maillage médiatique et de la déreglementation échevelée. Faut-il chercher ailleurs son utilité? Une certaine forme d'antifascisme banalise le stalinisme et permet d'arrondir plus facilement les angles de l'Histoire. Puisque le stalinisme, malgré le Goulag, a servi de fer de lance dans la lutte antifasciste et dans les maquis de la Résistance, sa responsabilité historique dans les événements apparaît moins élevée sur l'échelle des valeurs humaines, ou « inhumaines ». Ainsi, l'histoire revisitée retiendra moins des PC allemand et espagnol qu'ils ont par leur politique maché la besogne à Hitler et à Franco, neutralisant, voire liquidant les généraux libéraux et « ultra-gauches », tous antifascistes de la première heure, que les persécutions dont les staliniens ont ensuite été les victimes et leur combat aux côtés des démocrates.

Ainsi replacé dans le sens de l'histoire, le PC pouvait renouer les alliances qui l'avaient si bien servi en des temps fastes. Mémoire oblige, il reprenait une place respectable, sinon respectée, face au PS, et attirait à lui les intellectuels que sa rigidité dogmatique et son mépris des droits de l'homme avaient éloignés de sa route. Il n'est que de consulter la liste, pleine de surprises et d'enseignements, de la « Société des amis de l'Humanité », le quotidien abonné à tous les mensonges politiques — une des dernières infamies en date concernant l'œuvre de Rubel, à l'occasion de sa mort<sup>3</sup> —, pour comprendre le sens de cette tentative : « redonner une légitimité nouvelle à ce qui fut la grande idée du compagnonnage : l'antifascisme<sup>4</sup> ». Et pour cimenter ce nouveau consensus mou, l'ultra-gauche rouge et le révisionnisme brun peuvent faire office d'utiles repoussoirs — et d'écran entre le présent et un passé gênant.

NE PAS SE TROMPER D'AMIS !

Il suffit de jeter quelque lumière sur le fond glauque de cette époque dévastatrice et de soumettre son déroulement à

## RECTIFICATIFS

Dans l'article de René Hamm, paru en page 8 du *Monde libertaire* n° 1045, « Allemagne : il y a vingt ans disparaissait Ulrike-Marie Meinhof », il fallait lire : Ali Jansen et « Comme elle, nous avons connu la rage de l'impuissance et la tentation de forcer le destin ».

une analyse des luttes de classes pour comprendre que l'enjeu principal de l'antifascisme politiquement correct d'avant-guerre résidait moins dans la lutte contre le danger « totalitaire » que dans la mise en veilleuse des revendications révolutionnaires et la mise au pas de la classe ouvrière dont la défaite a sonné partout l'heure du fascisme. Une mémoire vacillante, parfois même à géométrie variable, sert à occulter cette répression, donc à faire l'impasse sur le rôle du stalinisme dans la contre-révolution européenne en en relativisant, après coup, les effets. Souligne-t-on que la méthode « matérialiste » fait apparaître les connexions entre les régimes d'oppression, et leur matrice commune, sans pour autant confondre leurs visées politiques, leurs modes de domination et les méthodes de répression? Et qu'elle repose non sur des analogies spéculatives, des mises à plat inconsistantes, des identités postulées, des vérités puisées dans le délire idéologique des protagonistes, mais sur le concept de « spécification historique » (Karl Korsch) destiné à dégager le caractère particulier d'une période historique et des forces politiques et culturelles à l'œuvre? Les nouveaux inquisiteurs soupçonnent aussitôt une tentative de tirer un trait d'égalité entre le stalinisme, la démocratie et le nazisme et d'apporter ainsi de l'eau au moulin à falsifications du révisionnisme, donc de contribuer à noyer la singularité du génocide dans l'océan des crimes d'un capitalisme sans rivages, alors qu'il s'agit, tout au contraire, de dissoudre les fausses égalités pour rétablir l'ordre de causalité historique qui correspond à l'enchaînement logique des événements.

Seule une telle analyse, au-delà des querelles d'experts et des interprétations religieuses de l'holocauste<sup>5</sup>, explique qu'une monstruosité comme le nazisme, qui pousse jusqu'à ses plus extrêmes conséquences les exigences de la domination et de l'oppression du capital sur la société afin d'imposer les siennes, a pu s'inscrire dans l'histoire d'un pays « civilisé », sur quel terrain socio-économique et culturel ont pu prospérer les fantasmes les plus délirants et les pulsions les plus agressives que véhiculait l'antijudaïsme religieux avant de devenir, sous l'habillage pseudo-scientifique et moderne du racisme biologique, la base idéologique d'un antisémitisme obsessionnel et meurtrier.

Nous sommes à des années-lumière, évidemment, de la vision démonologique qui ramène l'histoire à l'œuvre de « forces obscures [qui] font sournoisement leur nid dans l'Europe d'aujourd'hui », dans une « époque où la folie se généralise facilement<sup>6</sup> ». Faudrait-il bientôt ne voir dans les phénomènes de régression sociale récurrents que la « triomphale pénétration de formes de ténèbres, déprimantes, hostiles à l'esprit et à la culture<sup>6</sup> », non l'effet dévastateur d'une « dépression » économique et politique persistante qui libère un obscurantisme socialement instrumentalisé et fait resurgir tout le refoulé de conflits de classes qui ne trouvent plus d'issue politique positive?

Indifférents aux conditions historiques qui commandent aussi l'évolution de l'ultra-gauche et son langage, les champions de l'antirévisionnisme

tombent dans le travers de la méthode qu'ils dénoncent. Ils sont moins intéressés, en effet, à tirer la leçon de l'histoire en montrant que la régression révisionniste, si elle puise dans le passé une partie de sa substance, se nourrit ici et maintenant de politiques sociales impulsées par des démocrates et par des antifascistes bon teint, partisans sourcilieux du consensus républicain contre Le Pen, qu'à débusquer un ennemi à la mesure de leur soif de pureté. A travers leurs lunettes déformantes, ils voient dans l'ultra-gauche la Cagoule de cette fin de siècle obscurantiste, et dans ses représentants, de sournois complotiers révisionnistes dont il faut arracher le masque pour établir la vraie identité. « Ils sont surtout », pourraient-ils dire à la manière des antisémites du bon vieux temps. Aucune dénégation ne saurait mordre sur leur certitude, puisqu'ils subodrent dans toute explication une marque supplémentaire de duplicité, une ruse pour endormir l'attention de l'adversaire.

## LES CHEVALIERS DE LA NOBLE MÉMOIRE.

« A peine masqués, s'avancent les falsificateurs du passé », déclare, dans un langage révélateur, l'un de ces maîtres du soupçon, ficelleurs de dossiers à charge pour démasquer les chercheurs à double visage<sup>8</sup> et empêcher que « la main droite du Diable » ne s'appesantisse sur un « monde fragilisé ». Que n'appliquent-ils leur procédé à toute une catégorie de personnes qui ont prêté au moins la plume à des entreprises que tout désignerait pourtant aux coups de la main gauche de Dieu ! Orfèvres en matière d'histoire travaillée, maints bergers du PC et compagnons de route ont contribué, fût-ce en regardant ailleurs, à occulter après-guerre l'ampleur et le caractère du génocide et à brouiller les frontières entre antisémitisme et antisémitisme. De même, les effets pervers, en de multiples domaines, du « délire antisémite stalinien » relayé par une « gauche néo-antisémite<sup>9</sup> », n'étaient pas faits pour décourager un révisionnisme rampant ni pour préparer les esprits à refuser sa casuistique. Pour un Garaudy, qui en ressort une louche, sans qu'on s'interroge sur la nature et

la provenance réelles du brouet, combien, installés aujourd'hui aux côtés des démocrates pur jus, n'ont pas cru devoir s'alarmer d'une certaine imagerie véhiculée par l'historiographie « communiste », aux contours idéologiques flous à souhait, et qui s'est incrustée dans l'imaginaire populaire<sup>10</sup>. Mais porter son regard sur cet angle mort de la mémoire, c'est prendre le risque de faire resurgir un passé de braises et de s'y brûler les doigts.

Veut-on parler d'« Insulte à la mémoire » comme le fait le *Monde diplomatique* dans une page où figurent des incantations destinées à exorciser le spectre du nazisme? Mieux vaut alors éviter de placer à côté d'une telle mise en garde le compte rendu complaisant d'une critique à la carrière lourdement chargée. S'il ne craint pas d'invoquer le référent « éthique », et d'aligner maints problèmes majeurs de notre temps : nazisme, vichysme, décolonisation, Jean Chesneaux « oubliés » de parler dans son commentaire du stalinisme<sup>11</sup>. Et que penser quand on voit Didier Daeninckx, auteur de romans policiers, converti depuis à la logique investigatrice de ses personnages, rappeler Georges Marchais à la raison antifasciste pour le sommer de ramener dans le droit chemin prolétarien les enfants du Parti dévoyés par de malsaines fréquentations ! Ce coup de semonce, qui venait d'un « ex », sorti des rangs le 10 mai 1981, ne pouvait vraiment écorcher les oreilles du premier secrétaire. Il retrouvait ainsi une image de mentor de la gauche, gravement altérée tant par une ligne générale politique plutôt tortueuse que par des révélations délicates sur son attitude pendant la guerre. Avec, en prime, une mention plus qu'honorable : « Le PCF est à 99,5 % sur une position antifasciste<sup>12</sup> ». Et même à 105 %, camarade !

Prenons *Golias*, « le journal catho tendre et grinçant... » (sic). Il ouvre largement son cœur au père dominicain Jean Cardonnel<sup>13</sup>, prochinaoïste historique qui, dans le *Monde* de ce 31 mai, nous invite, pour repousser « l'horrible négation », à « découvrir le visage du vrai dieu, qui se reconnaît à son opposition créatrice au principe du chef monstrueusement sacralisé ». Vaste programme et qui peut mener loin ! Les animateurs de *Golias* pourraient en déduire, par exemple, que les délires mystico-maoïstes du saint homme n'étaient pas très catholiques, et le condamner à la pénitence

pour le rachat du passé. Mais ils ont bien autre chose en tête que le Grand Timonier : la traque aux révisos-gauchistes au nom des « exigences de la mémoire »<sup>14</sup>.

Au vu de ces tempêtes dans un verre d'eau trouble, une question de bon sens ne peut manquer de venir à l'esprit. Pourquoi ces scrutateurs infatigables de la mémoire ne braquent-ils leur lorgnette que sur cette infime partie de la nébuleuse « gauchiste », contribuant ainsi à en faire un astre des médias et à l'exposer aux regards? Engloberaient-ils l'ensemble dans leur champ de vision qu'ils découvriraient vite, au rebours des idées reçues, que l'opposition au révisionnisme a mobilisé, avec les libéraux, le gros de cette ultra-gauche qui est censée être par nature perméable à ses thèses<sup>15</sup>. Mais ce serait alors prendre le risque de donner la parole à ceux qui, loin d'être concernés par ces obscurs débats, entendent avant tout mettre au jour ses enjeux politiques.

De fil en aiguille, de telles polémiques, où le plaidoyer *pro domo* répond aux accusations gratuites, accreditent l'idée que tout ce qui brille encore d'un rouge trop vif ou d'un noir trop soutenu est susceptible de virer au brun. En l'absence de clivages de classes, l'antifascisme s'impose comme la seule ligne de partage de l'histoire, la seule pierre de touche de la gauche, la seule alternative à la droite. La lecture du passé destinée à éclairer les stratégies antifascistes d'aujourd'hui à la lumière des responsabilités d'hier sera mise à l'index, au motif qu'elle risquerait d'ouvrir une brèche dans la Sainte Alliance contre le Front national. Faire le jeu de Le Pen ! Le péché d'intention, aussi vieux que le monde des Eglises chargées de traquer l'hérésie, permet d'instiller le doute et la suspicion dans l'esprit du lecteur et, par glissements successifs, de disqualifier l'argumentaire à défaut de réfuter l'argument. Voilà pourquoi la Vérité qui sort aujourd'hui du Trou de mémoire orwellien souffre parfois d'années partielles. Et en matière de responsabilité historique, la mémoire ne se divise pas. Chaque oubli fait la part belle aux critiques des révisionnistes toujours trop heureux de montrer qu'il existe deux poids deux mesures. Si le sommeil de la raison engendre des monstres, les éclipses de la mémoire ne sont pas faites pour les étouffer au berceau.

LOUIS JANOVER

(1) *Le Monde libertaire*, 11-17 juin 1992 ; *Reflex*, été 1992 ; *l'Ecole émancipée*, octobre 1992.

(2) Voir également la mise au point collective, « À propos du négationnisme », *Le Monde*, 15 mai 1996.

(3) D. Guérier, « M. Rubel : un engagement exemplaire », *Le Monde libertaire*, 25 avril-1<sup>er</sup> mai 1996.

(4) M. Gauchet, cité dans « Les nouveaux « compagnons de route », *Le Monde*, 12 avril 1996. Amis de l'Humain : 828 membres fondateurs, quatre vice-présidents : Edmonde-Charles Roux, Gilles Perrault, Daniel Herrero, André Carrel. Comité de parrainage : Bettina Rheims, Renaud, Tavernier, Wolinski, Max Gallo, Régis Debray, etc. Faut-il le préciser? Ces amis de nos ennemis ne sont pas nos amis.

(5) Philippe Videlier, « A peine masqués, s'avancent les falsificateurs du passé », *Le Monde diplomatique*, janvier 1994.

(6) Thomas Mann, cité par P. Videlier.

(7) P. Videlier, *op. cit.*

(8) Pour un point de vue critique sur l'affaire François Robert et l'argument de

responsabilité collective, voir le texte photocopié, *De la mémoire*, Lyon, 20 juin 1994.

(9) Jacques Givet, *La Gauche contre Israël?*, J.-J. Pauvert, 1968.

(10) Voir Gédéon Haganov (Souvarine), *Le Communisme et les Juifs*, Spartacus, août 1951.

(11) Jean Chesneaux, « Un enjeu civique », *Le Monde diplomatique*, janvier 1994. Du même auteur, on a pu lire au sujet des trotskistes vietnamiens opposés au front antifasciste de la belle époque qu'ils avaient fini par « dégénérer » jusqu'à devenir des « agents directs du Japon » (*Contribution à l'histoire de la nation vietnamienne*, Editions Sociales, 1955). Bien qu'il n'ait pas daigné s'expliquer, auprès d'un camarade de Ta Thau, sur ses déclarations, il n'hésita pas à signer, sans autre forme de procès, un *Appel pour la réhabilitation de Ta Thau et des trotskistes vietnamiens assassinés au Vietnam en 1945* (26 mai 1989).

(12) D. Daeninckx, cité par O. Biffaud et E. Plénel, « La tentation national-communiste », *Le Monde*, 26 juin 1993.

(13) Voir notamment la présentation et la postface de *Dora*, Editions Golias, 1994.

(14) Numéro 35, hiver 1993. Voir également, « Des éditions cousues de fils bruns », *Golias magazine*, n° 39, nov.-déc. 1994.

(15) Est-ce la raison pour laquelle ces maniaques du détail qui fait la différence ont fait croire à leurs lecteurs que le texte collectif, « Les Ennemis de nos ennemis... », émane du *Monde libertaire* (*Golias*, numéro 35, hiver 1993)?

« Mots et Musiques »,  
Édito et Radio Libertaire  
présentent  
**Dimanche 23 juin**  
17 h 30  
**SERGE UTGÉ-ROYO**  
(accompagné par  
Jacques-Ivan Duchesne)  
au théâtre Trévis, 75009 Paris  
Entrée : 80 et 100 F.  
Réservations au : 43.84.70.04

RADIO-FRANCE

# Silence sur les ondes

**L**A CHASSE aux sorcières est-elle ouverte à Radio-France ? Il y a quelques raisons de le croire. Tout le monde s'attendait à ce que l'arrivée de Chirac au pouvoir sonne le glas de ce ton si particulier — intelligent, libre et insolent — qui caractérise depuis quelques années France-Inter. Et finalement, les micros sont restés allumés d'une manière tout à fait normale et les voix habituelles ont continué de causer dans le poste.

Mais, il semble bien que cette période de répit soit désormais terminée. La récente arrivée de Michel Boyon — un ex-collaborateur de Léotard au ministère de la Culture — à la tête de

Radio-France présage un sérieux ménage sur une des plus intéressantes radios de la bande FM. Le premier à en avoir fait les frais est Chraz, un des meilleurs humoristes de « Rien à Cirer ». Chraz a tout de suite voulu tester l'humour du nouvel arrivant et l'a proprement égratigné au cours de ce qui fut sa dernière intervention radio. « Si je ne suis pas là dimanche prochain, vous saurez pourquoi », terminait Chraz. A la fin de l'émission, Laurent Ruquier — qui sait mettre des limites à l'insolence — annonçait à Chraz qu'il était inutile qu'il revienne le dimanche suivant. Et de un...

Chraz ne travaille plus à France-Inter. Ruquier préfère

peut-être la fréquentation de ces quelques invités trop réguliers des *déj*, comme Jean-Edern Hallier, la très à droite (et c'est un euphémisme) Geneviève Dormann ou l'immonde Thierry Séchan, petite frappe « littéraire » d'extrême droite, admirateur de Brasillach et qui s'il n'était pas le frère de Renaud (« On choisit ses copains, mais rarement sa famille. ») serait obligé de se servir d'une barre de fer pour faire parler de lui. Rien à cirer, Laurent Ruquier ? Pas si sûr que ça ! Celui qui a su créer une des émissions les plus insolentes de la radio est aussi drôle qu'opportuniste. Et il y a fort à parier que Didier Porte, Christophe Alévêque et bien évidemment Patrick Font ne fassent plus long feu à France-Inter.

Bouleversements inévitables et qui ont commencé dans l'ombre avec la fin annoncée de la présence de Pierre Bouteiller à la tête de la direction des programmes. Voix légendaire d'Inter, Bouteiller était notamment celui qui avait imposé la présence de Font et Val dans la grille des programmes.

Remous aussi du côté de l'information. On sait déjà que la revue de presse du pourtant très consensuel Ivan Levaï (mais sans doute trop marqué à gauche) va s'arrêter. La nouvelle a commencé à soulever de sérieuses inquiétudes du côté des auditeurs et quelques interventions « matinales » dans « Radio-Com, c'est vous » l'attestent. Inquiétude qu'on a senti partagée par quelques journalistes de la rédaction.

Quant à la « promotion » de Jean-Luc Hees comme responsable de la rédaction, c'est la méthode qu'a trouvée la nouvelle direction pour couper le micro à ce journaliste libre et intelligent.

Dès la rentrée, Jean-Luc Hees ne présentera plus le 13-14 et son émission quotidienne « Synergie » s'interrompt. C'est vrai que Jean-Luc Hees — en plus de ses éditos effrontés — a le mauvais goût de s'entourer de drôles de chroniqueurs : Michel Boujut (le critique cinéma de *Charlie Hebdo*) et surtout Michel Polac et Philippe Val (le rédacteur en chef de *Charlie Hebdo*).

Il aurait été surprenant que le gouvernement laisse longtemps tous ces personnages s'exprimer librement sur les ondes de France-Inter. Il est temps que la radio d'Etat redevienne ce que les technocrates, les politiciens et les médiocres exigent : la voix de son maître.

LYON

## « Le Rêve au quotidien - Les expériences collectives de la Croix-Rousse »

Domenico Pucciarelli (Mimmo),

éditions ACL

Domenico Pucciarelli, ou plutôt Mimmo comme l'appellent tous ceux qui ont l'habitude de le côtoyer au sein du mouvement libertaire lyonnais, nous propose, aux éditions de l'Atelier de création libertaire (structure lyonnaise dont il est un des principaux animateurs), un ouvrage, issu d'un travail sociologique, sur les expériences collectives, autogestionnaires, alternatives qui ont eu lieu et qui, pour certaines, continuent d'exister sur les pentes de la Croix-rousse, à Lyon, de 1975 à 1995.

Comme l'indique un des sous-titres, De la ruche ouvrière à la ruche alternative, Mimmo tend à montrer la filiation entre ce vieux quartier ouvrier, celui des Canuts (ouvriers de la soie) qui brandirent les premiers le drapeau noir lors d'une révolte, en 1831, et le développement en son sein de nombreuses initiatives en rupture avec les idées et pratiques dominantes.

Il fait, dans un premier temps, une rapide présentation historico-socio-culturelle de ce quartier, situé aux abords du centre-ville, construit sur les flancs d'une colline, avec ses nombreux escaliers et traboules. Peuplé pendant longtemps d'ouvriers, d'artisans, d'immigrés, « les pentes » ont vu, au début des années 70 et dans les vingt ans qui ont suivi, de nombreux jeunes (étudiants ou pas) venir s'installer ici, attirés par le prix fort bon marché des logements, mais aussi par la convivialité et la qualité de vie de ce quartier populaire comparable à un village.

Tableaux, chiffres, plans (où sont localisées les différentes initiatives) et photos à l'appui, Mimmo va ensuite mettre en évidence toutes les initiatives écloses de 1975 à nos jours. Des imprimeries, librairies, restaurants autogérés aux nombreux squats, en passant par les collectifs de quartier, les journaux, les crèches parentales ou encore les groupes anarchistes, écolos, homos, insoumis, de jeunes arabes... ce sont soixante-dix-neuf initiatives, dont vingt-cinq encore actives, que Mimmo a recensées.

Ensuite, il en choisit certaines (en évitant de prendre celles politiquement trop marquées, dépendantes directement d'un groupe anar), pour nous les présenter plus en détail, via pour

chacune d'elle une rencontre avec un de ses membres, ce qui amènera aussi de nombreuses remarques et interrogations sur les « acteurs des pentes ». Mimmo met en avant le fonctionnement de ces différentes structures. Il montre leur dimension collective, autogestionnaire et en quoi elles constituent une expérience alternative. Il s'interroge aussi sur le pourquoi de l'arrêt de certaines, sur le comment de la poursuite de l'aventure par d'autres et sur l'avenir qui peut être réservé à ces initiatives au sein d'un quartier visiblement engagé sur le chemin de la mutation. Car même si les caractéristiques dépeintes plus haut sont encore dominantes, les promoteurs, rénovateurs, spéculateurs et autres cadres moyens venant s'installer se font de plus en plus nombreux ces dernières années, et la résistance de plus en plus dure.

Alors, même si nous ne sommes pas toujours d'accord sur la définition de l'alternative parfois avancée comme tentative de créer des espaces d'expérimentations et de libertés au sein de ce système (1), ce livre est à la fois d'un véritable intérêt mais aussi un grand moment de plaisir et de rêves... inscrits dans la réalité. C'est un véritable travail de mémoire collective, dont il faut remercier Mimmo, qui nous est offert. Tous ceux qui habitent, militent ou connaissent les pentes de la Croix-Rousse les redécouvriront en se baladant d'initiative en initiative, au fil des rues, et se rendront mieux compte de la richesse culturelle, sociale et politique de ce quartier, avec toutes les initiatives mises bout à bout. Quant aux autres, à la lecture de ce livre, ils seront certainement envieux ou alors l'envie les démarrera sûrement de venir « trabouler » par ici.

DAVID  
(groupe Durruti - Lyon)

(1) Pour nous, l'alternative c'est avancer des idées et des pratiques capables de construire un mouvement social, fédérant de nombreuses initiatives, d'opposition à l'Etat et au capitalisme, porteur d'un projet social, d'un autre futur qui contiendra l'ensemble de la société.

N.B. : cet ouvrage est disponible à la librairie Publico, mais également à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, au prix de 75 F (+ 11 F de frais de port).

## A LA PETITE SEMAINE

### NTM

Un énième gardien de nos prétendues vertus et valeurs morales vient de sauver, en même temps que l'honneur de la police (sic), la femme et la famille réunies en usant de cet indispensable outil des adorateurs de l'Autorité : la censure.

M. Jean-Charles Marchiani, préfet du Var, n'aime pas les rappeurs du groupe NTM (Nique ta mère). Il les fait donc interdire de concert non seulement à ce titre, mais aussi en tant que chrétien. Dire le bien et le mal, obsession maniaque des curés de tout poil, devient désormais prérogative préfectorale, et la « bonne » image de la femme une fois encore redéfinie par une Eglise qui n'a cessé de l'étouffer à travers les siècles sous le poids de préjugés dégradants et d'un obscurantisme criminel.

Nous sommes ici quelques-uns à ne pas trop apprécier le rap. Surtout macho. Les préfets non plus, d'ailleurs. Et les censeurs de l'ordre moral, encore moins. Si certains propos de NTM sont affligeants, l'atteinte à la dignité de la femme nous semble tout aussi criante dans la moindre apparition de Mireille Mathieu, de Mère Teresa ou de Wonderwoman, et il est à ce titre inadmissible qu'un personnage s'arroge le droit de nous dire ses « bonnes intentions », la censure est une infamie. Pour l'heure, quand elle prend les traits d'un préfet vertueux : NTM ! (Nique ton Marchiani !).

FLORÉAL

### CNT-AIT

## Solidarité avec les licenciés de la COMATEC

Un comité de soutien aux travailleurs licenciés de la Comatec a été constitué en début de la présente semaine. Il appelle les syndicats et les personnalités du mouvement social à se mobiliser pour faire reculer la direction de la COMATEC qui, malgré les nombreuses preuves de sa mauvaise foi, tente toujours de licencier plusieurs travailleurs qu'elle employait pour la seule raison qu'ils ont adhéré au Syndicat des transports de la CNT.

Le Comité de soutien, en outre, appelle à se rassembler, le vendredi 14 juin, à 9 heures, devant le tribunal des prud'hommes de Bobigny, 22, rue du Chemin-Vert, à Bobigny, afin d'exiger la réintégration des licenciés.

Envoyer les adhésions et les dons au Comité de soutien aux licenciés de la COMATEC, CNT, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

**FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE**  
Samedi 15 juin - 16 h 30  
avec Jacques LESAGE de LA HAYE  
auteur de *L'Homme de métal*  
(un roman sur la prison) éditions Existences, 98 F.

Ciné sélection

# « L'Arène du meurtre » d'Amos Gitai

« **C**E QUE J'APPRECIAIS chez Itzak Rabin, c'est qu'un homme avec un passé militaire, ait pu décider de faire passer la vie humaine avant la terre... Nous aussi pouvons nous tromper, nous aussi pouvons être coupables... Je ne suis pas travailliste, j'ai le cœur à gauche, je suis pacifiste... Si le Likoud passe, nous sommes tous foutus... » Aviv Geffen, star du rock israélien, s'adresse au public lors d'un concert filmé par le réalisateur Amos Gitai...

« Je n'ai pas de colère en moi, je ne trouve pas la colère. » Léa Rabin.

La mère de l'auteur, Efratia Gitai, née en Palestine en 1909, évoque les années trente.

Un pilote, un général témoignent.

Fiction documentaire, poésie, recherches formelles pures, s'entrecroisent. L'élégante écriture cinématographique d'Amos Gitai capte le désarroi au lendemain de l'assassinat d'Itzak Rabin.

« Je sens que nous sommes à la veille de quelque chose de terrible », confie le réalisateur à la caméra.

Amos Gitai, fils de l'architecte du Bauhaus Munio Weinraub-Gitai, a vécu plusieurs années en France après que les autorités israéliennes eurent censuré deux de ses films : *Mythe politique* et *affaires ménagères* et *Journal de campagne*.

La veille des élections israéliennes, le réalisateur était de passage à Paris, pour la sortie de son film, *L'Arène du meurtre*.

**Le Monde libertaire** : Dans quelles conditions avez-vous décidé de faire ce film ?

**Amos Gitai** : Comme je suis architecte à l'origine, je vous dirais que certains projets sont des « projets de construction », des « projets architecturaux » ; on les prépare longuement, on suit leur évolution. D'autres, par contre, sont des

projets « archéologiques » : on fait des « excavations ». Ceux-là sont créés en réaction aux événements. C'est le cas de *L'Arène du meurtre*. Le film s'est fait dans l'urgence : urgence d'« excaver », de découvrir le *state of mind*, au lendemain de l'assassinat d'Itzak Rabin.

**Le Monde libertaire** : Votre intervention dans le film : « Je sens qu'il va se passer quelque chose de terrible », correspond-elle à un sentiment répandu en Israël ?

**Amos Gitai** : Je crois que c'est une sensation qui régnait après l'assassinat d'Itzak Rabin. Cet assassinat, c'est comme un revolver qu'on aurait mis au cœur de la société israélienne : il pourrait bien s'y produire un attentat contre le système démocratique. On va voir demain si ce projet réussit.

Le cinéaste doit travailler avec cette matière de fracture, comme Joyce l'a fait en littérature. Je pense que le cinéma

essaie trop souvent de préserver une structure narrative classique. Dans mon film, certains fragments sont des interviews, d'autres sont des fictions, d'autres encore ne sont ni fiction ni documentaire. C'est comme un carnet de route, dont les pages auraient été dispersées puis de nouveau réunies, par une chaîne d'associations.

**Le Monde libertaire** : Y a-t-il une phrase que vous voudriez ajouter ?

**Amos Gitai** : C'est un film de dialogue. Ce n'est pas un film à discours unique. C'est un film qui demande une réponse. J'ai besoin de toi pour comprendre ce que je dis.

MICHÈLE ROLLIN

N.B. : *L'Arène du meurtre* est aux Ursulines, aux heures habituelles des séances.

PEINTURE

## Les mondes confrontés de Diap Güler

*La Pesanteur et la grâce*, c'est le titre de cet essai de la philosophe Simone Weil qui m'est venu à l'esprit lorsque j'ai découvert la peinture de Diap Güler. Ce jeune peintre d'origine turque (né en 1960 à Adana, une ville industrielle et commerciale) n'en est pas à sa première exposition. Au fil du temps, de toile en toile, une évolution est perceptible. Diap Güler semble jouer des couleurs avec de plus en plus d'aisance, ses formes sont de plus en plus souples. Pour preuve, par exemple, ces nombreuses petites vues du quartier Saint-Leu d'Amiens (dans lequel il réside aujourd'hui), vues bien particulières, qui prennent pour cadre des cafés, des restaurants, et qu'il a su, malgré un certain anonymat propre à ces lieux, imprégner de sa personnalité.

La pesanteur et la grâce ; ces deux substantifs expriment, justement, le double sentiment que l'amateur de peinture peut éprouver devant les œuvres de Diap Güler. La pesanteur, parce que ses personnages (ces petites gens qu'il côtoie quotidiennement) donnent souvent l'impression d'être non pas extérieurs au décor, mais de se fondre dans celui-ci, et, plus encore, de le porter (dans plusieurs toiles, ils occupent d'ailleurs une bonne partie de l'espace). Quelque chose d'implacable, d'inéluctable les frappe. Une fatalité singulière, qui est peut-être à rechercher dans l'itinéraire du peintre : l'exil, la solitude aussi, puis tous les aléas

obligés... Quant à la grâce, elle n'est pas divine, mais, heureusement, « seulement » humaine. Des toiles de Diap Güler, une grande chaleur se dégage, qui ne s'explique pas uniquement par la palette des couleurs employée ou par les scènes représentées. Sont confrontés ici deux mondes : l'Europe méditerranéenne et l'Europe du nord ; deux conditions, également : celle de l'exilé (en France depuis 1988) et celle du sédentaire — ou encore : la mémoire et le présent ; enfin, deux approches de la vie : l'attente, voire parfois une sourde résignation, et l'avancée, le défi, le renouveau. De ces apparentes contradictions, ses toiles débordent et le talent du peintre consiste à les conjuguer pour en exalter une violence retenue, une violence tacite qui ne peut que susciter l'attention du public.

Que Diap Güler continue donc d'exposer ses toiles : avec beaucoup de sensibilité, il parvient à leur insuffler ce doute et cette assurance (autre apparente contradiction) qui, finalement, forgent notre existence.

THIERRY MARICOURT

**EXPOSITION  
A LA LIBRAIRIE DU  
MONDE LIBERTAIRE  
Jusqu'au 21 juin  
LES PEINTURES  
DE DIAP GÜLER**

## ASSOCIATIONS

**PARIS : LA BONNE DESCENTE**

- Jeudi 13 juin, 20 h : débat sur le thème suivant : « Le Nouvel ordre mondial », avec René Berthier (militant FA).
- Vendredi 14 juin, 20 h : débat sur la « Figure du réfugié, de l'apatride », contre l'idéologie des droits de l'Homme.
- Mercredi 19 juin, 20 h : projection des *Raisins de la colère* de John Ford.
- Jeudi 20 juin, 20 h : Mamadou Dia présente la revue *le Séminole*. Quelle information faut-il aujourd'hui sur les « étrangers » ? Quelle info donner sur les associations ?
- Vendredi 21 juin, 20 h : vidéo-débat : « Du FHAR à la Gay Pride ».
- **La Bonne descente**, 64, rue Rébeval (M° Belleville), 75019 Paris.

**MARSEILLE : AU SUJET DES GRÈVES DE DÉCEMBRE 1995**

Rencontre-discussion au sujet des grèves de décembre 1995 autour du livre *Journal d'un gréviste* (TC éditeur, BP 17, 84300 Les Vignères. En vente également à Publico au prix de 30 F), le samedi 15 juin à 19 h, à la **librairie-café Le Roi Lire, 5, rue Adolphe-Thiers, 13001 Marseille. Tél. : 91.48.97.46.**

**PARIS : CONTRE LES LOIS PASQUA, TOULON...**

« Français-immigrés : même planète, même combat ». Pour la libre circulation des hommes et des femmes, le SCALP-REFLEX appelle à manifester le samedi 15 juin à 15 h, **place de la Bastille.**

**PARIS : LE NUCLÉAIRE À LA CLEF**

A l'initiative du Comité Stop-Nogent, la projection du film de Catherine Pozzo di Borg, *Arrêt de tranche* - les

*trimardeurs du nucléaire*, aura lieu, le samedi 15 juin à 20 h, au **Centre culturel La Clef, 21, rue de la Clef (M° Censier-Daubenton), 75005 Paris.**

**PARIS : CONFÉRENCE CNT-AIT**

Conférence-débat animée par Eduardo Colombo : « Les Différentes définitions de l'organisation ouvrière révolutionnaire internationale », samedi 15 juin à 14 h 30, au **33, rue des Vignoles, 75020 Paris.**

**PARIS : THÉÂTRE À LA CNT**

Le dimanche 16 juin à 17 h, une pièce de théâtre, *Les Corridors doivent être déserts*, sera jouée **dans les locaux de la CNT, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris**, par une troupe composée de professeurs-comédiens du lycée polyvalent Saint-Thérèse au Québec. Le sujet de la pièce : *quatre profs d'un lycée québécois en début d'année scolaire...* Les enseignants, les élèves et les autres sont cordialement invités à participer à l'échange qui suivra le spectacle. Appelez au **43.72.09.54** pour confirmation de la date et du lieu. Entrée libre.

**PANTIN (93) : CÔTÉ COURT**

Jusqu'au dimanche 16 juin, se déroule le festival de courts métrages, « Côté Court », au **Ciné 104, 194, avenue Jean-Lolive (M° Eglise-de-Pantin).**

**PALAISEAU : RÉUNION CNT-AIT**

« Violence scolaire, violence sociale », tel est le thème de la réunion organisée par le syndicat CNT-Education de l'Essonne, le mardi 18 juin à 20 h 30, **salle municipale des Champs-Frétaux, avenue du 8-Mai 1945 (en face de la Poste) à Palaiseau. Syndicat de l'Éducation CNT-AIT, 3, rue de l'École, 91000 Evry.**

**MULHOUSE : A CONTRE COURANT SYNDICAL ET POLITIQUE**

Le numéro 73 (mai 1996) de *A contre Courant syndical et politique* est encore disponible. Pour se le procurer (ainsi que celui de juin), au prix de 8 F, écrivez à : **A Contre courant, 1, rue Hugo, 52100 Bettancourt-la-Ferrée.** Abonnement (dix numéros) : 50 F, à adresser à **A Contre courant, BP 2123, 68060 Mulhouse cedex** (chèque à l'ordre de *A Contre courant* - CCP Chalons-sur-Marne 35 5383 L).

**PARIS : LA NUIT DU CINÉMA ANTIFASCISTE**

Le samedi 15 juin, de 20 h à 6 h du matin, « Ras l'Front » vous invite à participer à la *Nuit du cinéma antifasciste*, à **L'Entrepôt, 7-9, rue F. de Pressensé (M° Pernéty), 75014 Paris. Réservation : 42.43.22.00.** Participation : 100 F.

**CHATEAUROUX : GROUPE SCALP**

Un SCALP vient de se constituer à Châteauroux (36). Pour le contacter, écrivez à : **SCALP de Châteauroux c/o FA, BP 2114, 37000 Tours cedex.**

**PARIS : 2° UR-CNT**

Permanences de la 2° Union régionale CNT : mercredi (sauf pendant les vacances scolaires) et samedi, de 15 h 30 à 19 h 30, au **39, rue de La Tour-d'Auvergne, 75009 Paris. Tél. : 48.78.78.64.**

« Bulle Noire »  
(Radio Libertaire - 89.4)  
samedi 15 juin / 18 h - 19 h 30  
avec René Laloux  
réalisateur dans le cinéma  
d'animation (*La Planète sauvage*,  
*Le Maître du Temps*, *Gandahar*)

PARIS : PRISON DE LA SANTÉ

## Les revendications des détenus

Voilà plusieurs années maintenant que le monde carcéral semble être plongé dans une certaine léthargie. Le résultat est là, aussi incontestable qu'inacceptable, les conditions de détention se dégradent, certains acquis sont remis en question et l'avenir proche paraît encore plus sombre. Partant de ce constat, il est toujours bon de rappeler qu'en prison, comme partout ailleurs, les améliorations des conditions de vie ne sont que le fruit des luttes.

Des noyaux de résistance existent pourtant, bel et bien. Dans chaque prison, où que l'on aille, des plus sordides établissements aux plus modernes, des hommes et des femmes détenus sont là désireux de s'organiser, avec pour légitime objectif la finalité d'obtenir des conditions de vie garantissant à tout prisonnier la préservation de sa dignité à tout instant et en tout lieu de détention.

### Propositions des détenus en lutte du Bloc B de la maison d'arrêt de La Santé

Riches des enseignements des luttes passées et forts de notre connaissance du système répressif actuel, nous pensons qu'il nous est possible et même absolument nécessaire d'organiser la solidarité et de nous doter d'un instrument de lutte. Pour cela, dans un premier temps, il nous faut éviter, autant que cela puisse l'être, le face à face entre les détenu(e)s et l'administration pénitentiaire, le huis-clos intra-muros n'étant jamais à notre avantage.

D'où la nécessité d'intéresser, d'impliquer et de donner un rôle actif à des tiers. Nous pensons là à un noyau militant qui, à l'extérieur, aurait pour tâche de faciliter l'information du public, de mobiliser des individus ou des associations et de coordonner les mouvements en cours de détention. Outre le titre associatif sensible aux questions des droits de l'Homme, il est des gens auxquels il nous faut rappeler les devoirs à notre égard.

Nous pensons là aux avocats. Il nous faut en finir avec leur silence complice, leur non-ingérence dans l'univers carcéral. Ces gens-là, qui se targuent de défendre nos intérêts, semblent oublier qu'entre les courts instants passés dans le bureau du juge d'instruction et ceux du jugement, le « client-détenu » vit 24 heures sur 24 entre les mains de l'administration pénitentiaire en étant souvent l'objet de l'arbitraire le plus total. (Nous allons, dans les jours à venir, faire parvenir aux divers syndicats d'avocats un courrier dans lequel nous les informerons de nos avis et intentions. Nous les inviterons à s'exprimer sur l'antenne de « Parloir libre » et de « Ras-les-Murs », bien entendu.)

Des revendications, nous en avons. La plate-forme que nous vous soumettons se décline en deux volets. Un premier volet spécifique à notre établissement et un deuxième volet englobant des revendications plus générales, pouvant être portées par l'ensemble des hommes et des femmes incarcérés en France. Il est à signaler que nous ne pouvons nous substituer aux femmes détenues et qu'il est donc nécessaire que celles-ci fassent état de leurs revendications spécifiques.

### Plate-forme de revendications des détenus de la prison de La Santé du Bâtiment B

#### 1) Nous exigeons : l'amélioration de la qualité des repas

Cette amélioration passe, par exemple, par l'arrêt de la distribution des liquides infects tenant lieu de lait et café. Nous

exigeons que soit distribué à chaque détenu, quotidiennement, un sachet de lait, de café et de sucre, comme cela se fait dans d'autres prisons. De plus, nous exigeons que l'établissement soit doté de matériel permettant de distribuer les repas à température égale pour tous les détenus. Et, enfin, nous exigeons que les repas soient préparés avec un souci d'hygiène et de qualité dû à l'être humain.

#### 2) Nous exigeons : la baisse des prix des cantines

Les produits trouvés en cantine, et particulièrement les fruits et légumes, sont à des prix exorbitants. De plus, la qualité des produits est douteuse car livrés à une date proche de la date limite de consommation légale. Nous exigeons de revoir tous les prix des cantines à la baisse.

#### 3) Nous exigeons : la baisse du prix de la cantine-télévision

Les prix actuellement pratiqués à La Santé sont ceux qui étaient justifiés par la nécessité de remboursement des crédits obtenus pour l'installation des télévisions. Ces crédits sont aujourd'hui remboursés. Nous exigeons une baisse du prix de la location télévision, conformément à ce qui se fait dans nombre d'autres établissements. De plus, il nous semble juste que les détenus étrangers puissent bénéficier de la possibilité de recevoir des programmes diffusés dans leur langue maternelle (anglais, arabe et espagnol).

#### 4) Nous exigeons : le libre accès aux douches

La réglementation fixe à deux le nombre de douches que peut avoir le détenu chaque semaine. Nous considérons ce point de règlement comme portant entrave au droit d'hygiène et nous exigeons donc le libre accès aux douches pour tous les détenus.

#### 5) Nous exigeons : la fin des fouilles à corps

Ces pratiques sont attentatoires à la dignité humaine. Des moyens techniques existent et l'administration pénitentiaire en est dotée qui permettent de répondre aux impératifs de sécurité, sans que les détenus soient soumis à des mesures dégradantes, avilissantes et vexatoires.

#### 6) Nous exigeons : l'embauche de dentistes

Des détenus sont en attente depuis deux mois pour être vus par un dentiste. Cela même bien souvent des détenus à supporter de fortes douleurs et/ou à tenter de les soulager avec les moyens du bord, au risque d'aggraver considérablement la situation. Celle-ci ne peut plus perdurer, nous exigeons que soit

pris en considération les besoins réels en matière sanitaire et que les embauches nécessaires soient effectuées de toute urgence.

#### 7) Nous exigeons : l'embauche d'un imam

Contrairement aux autres communautés religieuses, les détenus musulmans n'ont pas la possibilité de bénéficier de l'assistance spirituelle. Au nom de l'égalité de traitement entre tous les détenus, nous exigeons qu'un imam puisse intervenir à La Santé.

#### 8) Nous exigeons : l'application de la réforme de janvier 1994 - Prison - établissement de santé publique

La maison d'arrêt de La Santé ne s'étant toujours pas engagée dans la voie de la réforme, les détenus continuent à subir l'ancien système. Nous exigeons que soit immédiatement signée et mise en application la Convention liant le service médical de l'établissement à un hôpital du secteur public.

#### 9) Nous exigeons : la création d'une structure de médiation

Les conflits naissent souvent d'un manque de communication et d'une absence d'information. Nous proposons que, chaque mois, des représentants de détenus, librement désignés par la population pénale, puissent rencontrer la direction de l'établissement. Tout ce qui touche aux divers problèmes en détention serait abordé lors de ces rencontres et un bilan écrit suivra, porté à la connaissance de tous les détenus par voie du tableau d'affichage.

### Plate-forme de revendications pour tous les établissements pénitentiaires

#### 1) Abolition du mitard

Trop d'humiliations vécues, trop de violence, trop de morts. Cette institution, summum de la répression carcérale, doit être définitivement abolie. Nous proposons comme alternative : le confinement. Ce nouveau type de sanction, que nous souhaitons à terme voir disparaître, au même titre que la prison, nous semble pouvoir protéger les détenus sanctionnés des abus qui sont commis dans les mitards.

#### 2) Abolition des quartiers d'isolement

La mise à l'isolement est une « torture blanche ». Elle porte atteinte gravement et bien souvent irrémédiablement à la santé physique, physiologique et psychique des détenus qui y sont soumis par contrainte.

#### 3) Libération des détenus malades

La vie carcérale est un facteur aggravant vis-à-vis de l'évolution de la maladie. Les détenus atteints du SIDA ou de toute autre pathologie grave doivent être remis en liberté et bénéficier des conditions leur permettant de vivre dignement les derniers temps de leur existence.

#### 4) Droit d'association pour les détenus

La population pénale n'a pas de moyen d'expression collectif. Aucun corps constitué ne prenant en charge les

intérêts de notre communauté et ne pouvant être d'ailleurs mieux défendus que par nous-mêmes, nous demandons à bénéficier du droit d'association.

#### 5) Parloirs intimes

La sexualité, au-delà d'être un élément nécessaire à l'équilibre et à l'épanouissement des individus, est un droit naturel fondamental. Nous exigeons la mise en place des parloirs intimes. Les centres de détention et les centrales doivent être des lieux prioritairement concernés par cette importante réforme.

#### 6) Application du droit au travail

Tous les détenus ayant une activité rémunérée en détention doivent bénéficier des mêmes droits que tous travailleurs. Le régime obligatoire, actuellement en vigueur, transforme les détenus travailleurs en individus corvéables à merci. Cette surexploitation doit cesser. Le patronat français doit cesser de considérer le travail en prison comme une forme de « délocalisation intérieure ». L'application stricte des règles du droit du travail s'impose donc.

#### 7) Abolition du statut des détenus particulièrement surveillés

Il doit être mis fin à cet apartheid intérieur dont sont les victimes les DPS et autres détenus au statut spécial. L'égalité de traitement doit être de mise entre tous les détenus.

#### 8) Application non restrictive des mesures d'exécution des peines

Nous demandons à ce que les autorités judiciaires et pénitentiaires mettent un terme à leur politique d'application restrictive des mesures d'exécution des peines, telles que la « semi-liberté », la « liberté conditionnelle », la « permission », etc. Ces droits existent, ils doivent être appliqués en toute équité. Nous l'exigeons.

#### 9) Abolition du prétoire

Le tribunal spécial où les droits minimaux de la défense ne sont pas garantis, tel que le prévoit par exemple la Charte européenne des droits de l'Homme, doit disparaître du paysage carcéral. Nous ne reconnaissons pas le droit au personnel pénitentiaire de nous juger et encore moins de nous sanctionner, les prérogatives étant celles du pouvoir judiciaire (si tant est, bien sûr, que l'on accepte d'être jugé et sanctionné par une quelconque autorité... mais c'est un autre débat).

#### 10) Fin de la censure du courrier

La censure du courrier, tout comme le chantage au « permis de visite », sont des méthodes quotidiennement employées par des juges d'instruction et autres autorités. Ces pratiques doivent cesser ; elles portent atteinte aux liens familiaux, à l'intimité du couple, et sont des facteurs d'instabilité qui mènent parfois certains détenus à faire le choix du

suicide.

#### 11) Accès au téléphone

Nous exigeons à ce que les détenus puissent bénéficier du droit de téléphoner. Ce mode de communication permettra aux détenus et à leurs familles de maintenir les liens familiaux.

#### 12) Suppression de la « contrainte par corps »

Nous demandons que soit mis fin au système de la « contrainte par corps ». Cette mesure est discriminatoire, car ne touchant que les plus pauvres. Les personnes poursuivies pour fraude fiscale, par exemple, n'y sont pas soumises. Dans le même ordre d'idée, le système de la libération sous caution est à dénoncer car ne profitant, là encore, qu'aux individus ayant des moyens financiers importants. Nous sommes bien la face à des phénomènes soulignant l'inégalité des individus face à la justice. C'est bien une justice de classe... !

### Une lutte à soutenir

Nous ne pouvons que soutenir cette plate-forme, dans la mesure où elle est globale et concerne toutes les prisons. Pour les revendications spécifiques à la maison d'arrêt de La Santé, il est sûr que le coût des cantines qui pratiquent des culbutes de deux ou trois sur les prix de l'extérieur, nous sommes d'accord. Quand nous savons qu'un détenu sur quatre n'est pas soutenu par des amis ou des parents et qu'aujourd'hui, pour vivre décemment en prison, il est nécessaire d'avoir entre 1 500 et 2 000 F par mois, nous pensons que cette revendication est tout à fait légitime.

Pour la télévision, nous demandons plutôt son abolition ! D'ailleurs, certains détenus, un peu plus conscients, l'appellent la « télévalium ». Beaucoup de détenus la regardent huit heures par jour ! De ce fait, ceux-ci n'écrivent plus et lisent encore moins. Les seuls vrais bénéficiaires sont l'administration pénitentiaire et les matons.

Nous ne pouvons qu'être d'accord et qu'appuyer cette revendication de suppression de la « fouille à corps », qui est une des pratiques les plus dégradantes de la prison. Le droit à l'hygiène et à la santé égale pour tous est une revendication qui ne devrait pas être nécessaire, car il s'agit d'un droit.

Pour la présence d'un imam, d'un curé, d'un pasteur et d'un rabbin, cela ne nous paraît pas du tout nécessaire, bien que nous comprenions ceux qui en font la demande. C'est la prison qui doit être abolie. La prison ne fait que protéger un Etat capitaliste, qui l'utilise comme régulateur et spectre dissuasif.

« RAS-LES-MURS »  
(Radio Libertaire - 89.4)

### SOMMAIRE

Page 1 : De la mémoire en milieu antifasciste (suite p. 5).  
Page 2 : Une riposte insuffisante, Reclassifiés et reclassés, La Valse des maîtres de la pensée.  
Page 3 : Le pape c'est combien ? Les dangers des religions.  
Page 4 : La normalisation en Algérie, Rendez-vous.  
Page 5 : De la mémoire en milieu antifasciste (suite de la « une »).  
Page 6 : Silence sur les ondes, « Le Réve au quotidien... » de Domenico Pucciarelli, A la petite semaine : NTM, Solidarité avec les licenciés de la COMATEC.  
Page 7 : « L'Arène du meurtre » d'Amos Gitai, Les mondes con-

frontés de Diap Güler, Associations.  
Page 8 : Les revendications des détenus de La Santé.

#### SPECIAL LOI TOUBON

Page 1 : Urgent : gouvernement recherche boucs émissaires... emploi (très) précaire, Moins les patrons et le gouvernement agissent...  
Page 2 : Ya basta !, Tous des terroristes.

#### SPECIAL G7 A LYON

Page 1 : Une classe un combat !  
Page 2 : Pour les travailleurs la loi du marché est toujours un marché de dupes.

**SPÉCIAL  
LOI  
TOUBON**

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

13 AU 19 JUIN 1996

supplément au N° 1047

**GRATUIT**

## Urgent : gouvernement recherche boucs émissaires, emploi (très) précaire



Des familles de réfugiés politiques iraniens expulsés, le 8 décembre 1987, de France vers le Gabon sont venues manifester devant le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) à Neuilly, le mercredi 16 décembre 1987.  
Photo : Luc Delahaye / Sipa Press.

CINQ MILLIONS de chômeurs, un million de mal-logés, de sans-abri. Les licenciements, la pauvreté, la misère qui s'étendent. Qui est responsable ? Le gouvernement, les patrons et non les immigrés, comme certains veulent nous le faire croire.

Depuis 1974, année du premier choc pétrolier, face à la montée du chômage et à la crise sociale tous les gouvernements successifs ont échoué. Incapables de résoudre la situation misérable de millions de personnes, ils ont essayé de masquer leurs responsabilités en désignant un bouc émissaire : les immigrés.

Plus la crise s'étend, plus les mesures de régression sociale s'aggravent, plus les gouvernements sont pris d'une frénésie anti-immigrés et plus les nouvelles mesures sécuritaires sont obligées d'aller loin, afin de « marquer » les esprits.

Début de la crise : on arrête l'immigration « officielle » ; les patrons, eux, continuent d'organiser les filières pseudo-clandestines. Dans les années 80, Pasqua et Cresson inventent les camps de rétention et les charters pas chers : les immigrés deviennent indésirables, on les renvoie.

Les lois Pasqua vont exclure de la « citoyenneté républicaine » des dizaines de milliers d'enfants ; elles basculent dans la clandestinité des milliers de familles que les industriels sont allés chercher. On interdit le regroupement familial. On contrôle les études des étudiants étrangers par les préfets et non plus par des enseignants.

Avant-dernier stade avant l'élimination physique, le pouvoir marginalise et criminalise les sans-papiers. Exemples : en 1995, à Paris, une femme fait cinq mois de prison parce qu'elle venait inscrire son enfant à la maternelle (grâce à des lois édictées par Pétain en 1942), elle fut dénoncée par la Mairie du 18<sup>e</sup> ; une autre, en Bretagne, est condamnée parce qu'elle a hébergé pendant deux ans son... mari !

Toutes ces mesures annoncées comme devant arrêter l'immigration sont non seulement totalement inefficaces, mais, de fait, elles sont appliquées aux hommes et aux femmes qui refusent cette politique sociale. Voir les inculpations lors : des manifestations anti-CIP ; lors des réquisitions de logements ou pour avoir secouru des sans-papiers.

La classe politique veut encore aller plus loin, les projets de l'Assemblée nationale, de Debré ou Toubon, cherchent à criminaliser définitivement les sans-papiers (français et immigrés) et ceux qui soutiennent toutes les initiatives qui concrètement agissent pour plus d'égalité et de justice sociale.

Que l'on soit au gouvernement ou dans l'opposition, pour combattre les idées et la politique du Front national, il ne faut pas appliquer ses propositions. C'est la misère, la pauvreté qui engraisent le racisme et les partis qui en vivent. Nous devons dénoncer les racines de cette gangrène (le capitalisme) par des actes s'ouvrant sur plus d'égalité sociale, plus de liberté individuelle, plus de solidarité.

C'est la politique de licenciements, de recul social qu'il faut combattre, pas ses victimes : les chômeurs, les sans-abri, les jeunes, hommes ou femmes qu'ils soient français ou immigrés.

Pour supprimer définitivement la misère, l'exploitation... c'est la société qu'il faut changer !

GRUPE  
LOUISE-MICHEL (PARIS)

## MOINS LES PATRONS ET LE GOUVERNEMENT AGISSENT CONTRE LE CHOMAGE, PLUS LES ÉLUS VOTENT DES LOIS CONTRE LES IMMIGRÉS

• La politique menée aujourd'hui en matière d'immigration n'est guère éloignée de ce que l'extrême droite réclame depuis son surgissement dans le débat politique, au début des années 80, et cet alignement progressif, s'il résulte surtout des initiatives de la droite durant les deux cohabitations, n'avait pas été fondamentalement remis en question par la gauche entre 1988 et 1993. • (Le Monde, 3 avril 1996)

— **loi du 7 juillet 1984** : un délai de six mois est instauré entre la date du mariage et l'acquisition de la nationalité par le conjoint étranger ;

— **loi du 9 septembre 1986** : la première « loi Pasqua » fait passer le délai entre la date du mariage et l'acquisition de la nationalité par le conjoint étranger de six mois à un an et donne aux préfets, statuant seuls et sans aucune procédure permettant l'exercice des droits de la défense, le droit de prononcer la reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière ;

— **circulaire du 29 octobre 1991** : la « circulaire Sauvè-Marchand » demande aux préfets de contrôler la réalité et le sérieux des études envisagées ou poursuivies par l'étudiant étranger avant de délivrer ou de renouveler une carte de séjour temporaire ;

— **loi du 22 juillet 1993** : elle fait passer le délai entre la date du mariage et l'acquisition de la nationalité par le conjoint étranger de un à deux ans et impose une démarche positive pour acquérir la nationalité française aux enfants nés en France de parents étrangers qui n'y sont pas nés ;

— **loi du 10 août 1993** : elle facilite les contrôles d'identité ;

— **lois des 24 août et 30 décembre 1993** : la régularisation des demandeurs d'asile déboutés devient impossible ; la délivrance de la carte de résident est subordonnée à la régularité du séjour (mesure qui touche notamment les conjoints de Français et les parents d'enfants français) ; l'étranger ne peut faire venir sa famille en France avant un délai de deux ans ;

— **projet de loi Toubon** : il qualifie l'aide à l'étranger en situation irrégulière d'acte de terrorisme et autorise les perquisitions pendant les heures de nuit pour rechercher ou constater des actes de terrorisme ;

— **avant-projet des lois Debré et Philibert** : ils allongent le délai de rétention administrative préalable à une reconduite à la frontière en le faisant passer de dix à quarante-cinq jours ; les maires obtiennent le pouvoir de refuser des certificats d'hébergement ; la prise d'empreintes digitales devient systématique lors de la demande d'un visa, afin d'assurer l'identification des personnes faisant ensuite disparaître leur passeport pour éviter leur reconduite à la frontière ; un « fichier des hébergeants » est mis en place et les hébergeants doivent déclarer le départ de leur visiteur et verser une caution destinée à couvrir ses éventuels frais médicaux ; les prérogatives des policiers sont considérablement étendues dans les zones de vingt kilomètres autour des 600 aéroports ; la carte de résident de dix ans ne pourra être accordée qu'après deux années de vie commune au lieu d'une seule ; l'aide médicale hospitalière est réduite aux seuls soins d'urgence ou aux malades présentant des « risques de contagiosité ».

GLM (Paris)

**PARIS 14<sup>e</sup>  
SAMEDI 22 JUIN - 20 H  
Salle de l'Indépendance  
48, rue du Maine  
RÉUNION DE SOUTIEN  
AUX HABITANTS  
SANS DROIT NI TITRE  
DU 61, RUE MYRHA (18<sup>e</sup>).**

**Organisé par le comité de soutien  
du 61, rue Myrha, dont est partie prenante  
le groupe Louise-Michel de la FA**

# Ya basta !

Ils s'appellent Joseph, Patrick et Douglas. Ils sont arrivés à la fin de l'année 1990, dans les cales d'un bateau ayant fait escale à Monrovia, capitale du Liberia. Ils ont fui, bravé la mort, connu la faim et la soif pour échapper à la mise à sac de leur pays par des bandes armées de seigneurs de la guerre assoiffés de pouvoir. Ils ont fui une guerre civile qui se poursuit encore aujourd'hui sans que les médias ne s'en émeuvent plus que ça.

Dès leur arrivée, et malgré les réticences des autorités, désireuses de les traiter en simples « clandestins », ils ont déposé une demande de statut de réfugiés politiques, persuadés que le « pays des droits de l'Homme » leur accorderait l'asile. Mais voilà...

Grâce au travail acharné des gouvernements qui se sont succédé depuis une quinzaine d'années en France, le droit d'asile s'est réduit à une peau de chagrin. Il n'est plus qu'un bibelot tout symbolique, un « machin » aurait dit de Gaulle, dont on ne se sert plus qu'avec parcimonie. Mais, forcément, l'alignement de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides sur les directives gouvernementales (en clair, réduire au maximum le nombre de statuts à délivrer) doit se justifier autrement que par le refus d'accueillir « toute la misère du monde ». Alors, les officiers de protection ont inventé la preuve. Ainsi donc, tout demandeur d'asile doit prouver qu'il a bien été victime de violences politiques dans son pays... Pourtant, peut-on imaginer un tortionnaire délivrer à ses victimes des certificats de présence dans les geôles zairaises, togolaises ou autres ? Absurde ! Absurde mais bien pratique quand on veut écrémer rapidement ses « stocks » de demandeurs d'asile. Et quand cela ne suffit pas, quand le demandeur d'asile produit un document ou des



lettres attestant de son militantisme passé, ces mêmes officiers de protection brandissent une seconde arme imparable : le doute. Ce doute affreux qui fait qu'un demandeur d'asile zairois présentant une photo de son arrestation à l'aéroport de Kinshasa se voit envoyer à la face qu'il n'est peut-être, après tout, qu'un repris de justice, et non l'opposant qu'il prétend être ; ce doute odieux qui écœure cet autre demandeur d'asile iranien obligé de raconter encore et encore toutes les façons dont ses tortionnaires ont matraqué son corps.

Soumis à des impératifs de productivité, comme n'importe quelle entreprise privée (gérer les dossiers « à la vitesse TGV » pour éviter que les demandeurs ne s'installent), la politique française en matière de droit d'asile est une politique assassine, qui se soucie comme d'une guigne de ceux dont elle a la charge.

Mais pour Joseph, Patrick, Douglas et tant d'autres, l'OFPPA n'usa pas de tous ces artifices juridiques. Pour lui, ces hommes n'étaient en fait que des... Ghanéens ayant migré au Liberia ! Et à ce titre donc,

ils n'avaient qu'à retourner dans leur pays, ce qui leur assure la protection. Au bout de quelques mois, ils épuisèrent donc tous les recours possibles et rejoignirent les bataillons impressionnants de « déboutés du droit d'asile » africains ou kurdes, ces « réfugiés économiques », comme les appellent si facilement ceux qui nous gouvernent. De bataille en bataille (jeûne de solidarité, manifestations, délégations à la préfecture), ils obtinrent des autorités préfectorales un récépissé d'un mois, renouvelable, leur permettant de résider sur le sol français le temps qu'on trouve une solution à leur problème. Et ce cirque dure depuis plusieurs années, maintenant. Car la Préfecture est bien embarrassée par cette guerre civile qui n'en finit plus de tuer, affamer, déplacer les populations. Renvoyer dans un pays en faillite économique et politique des personnes du soutien d'associations et d'organisations fait mauvais genre. En clair, elle n'a guère envie de commettre une bavure. Alors, elle joue la montre parce qu'elle sait que tout joue pour elle : en leur interdisant de travailler, elle les enfonce un peu plus dans la clandestinité, espérant peut-être que pour survivre, ils enfreignent les lois ; en les maintenant dans l'inconfort administratif, elle compte que la lassitude et la dépression ne les poussent à partir d'eux-mêmes, à plier leurs bagages et à rentrer se faire tuer, arrêter, emprisonner au Liberia.

Mais personne n'est dupe de cette stratégie écœurante. C'est pourquoi, de nouveau, ceux et celles qui soutiennent Patrick, Joseph et Douglas ont remis la pression sur les autorités préfectorales afin qu'elles usent de leur droit de régulariser définitivement leur situation.

**PATSY**  
(groupe Milly-Witkop - Nantes)

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

# Tous des terroristes

A l'automne dernier, la vague d'attentats islamistes bat son plein et favorise le développement des pires préjugés racistes. Les médias tendent à présenter tout immigré comme un musulman sous lequel se cache un terroriste islamiste potentiel. Debré déclare même l'état de guerre. Le 29 septembre, Khaled Kelkal est abattu comme un chien par les paras de la gendarmerie.

Profitant de la psychose, Toubon dévoile le 25 octobre son projet de loi « antiterroriste » qui multiplie sciemment les amalgames. Premièrement, ce texte étend à l'aide aux sans-papiers la liste des crimes considérés comme des actes de terrorisme. L'aide à l'entrée ou au séjour irrégulier d'un étranger tombe sous le coup de la législation antiterroriste, de sa procédure d'exception et de ses peines lourdes. Deuxièmement, le texte de Toubon entretient volontairement la confusion entre les jeunes des banlieues et les terroristes islamistes. Des dispositions visant avant tout à assurer la protection des uniformes policiers dans les cités, à renforcer la répression des atteintes commises contre les personnes dépositaires de l'ordre public, et à réprimer les révoltes urbaines, cumulé des circonstances aggravantes déjà existantes, pour les infractions de violences volontaires, de menaces, de destructions ou de dégradations et d'outrage, deviennent des mesures antiterroristes. Ce texte de circonstance illustre pourtant des tendances lourdes à l'œuvre dans notre société.

## La chasse est ouverte

Dans la chasse aux sans-papiers, la loi Toubon du 20 décembre 1995 renforce la législation en vigueur. En août 1993, les lois Pasqua sur l'immigration condamnaient déjà la solidarité en aggravant les peines prévues pour les personnes facilitant l'entrée et le séjour des étrangers, les portant à cinq ans de prison et 200 000 francs d'amende.

Traiter les sans-papiers comme des terroristes est à l'image de la politique de l'immigration dans son ensemble. Un large consensus politique, du RPR au PCF, s'est construit sur la volonté de stopper radicalement tout nouveau flux d'immigration pour so-disant permettre l'intégration des immigrés déjà présents. Basée sur l'idée xénophobe d'un « seuil de tolérance » qui serait atteint, cette politique distingue de « bons » et de « mauvais » immigrés. Elle légitime l'idée que tout serait permis contre les sans-papiers et cela pour la « bonne cause » : lutter contre le racisme et le Front national.

Une telle discrimination est inacceptable. Son caractère froid et administratif ne peut masquer les drames

humains vécus par des individus ainsi criminalisés alors qu'ils ne cherchent qu'à vivre où ils l'ont choisi. L'Etat présente comme des « clandestins » des étrangers qu'il accule lui-même à la clandestinité. De parfaits boucs émissaires, responsables de tous les maux, sont ainsi désignés. De plus, une telle politique qui s'appuie sur le contrôle policier et la chasse au faciès précarise et marginalise l'ensemble des populations immigrées et leurs enfants.

Pour rompre avec cette logique xénophobe, il est nécessaire de refuser toute politique de contrôle de l'immigration. Les frontières délimitent les cages dans lequel le capitalisme nous enferme. Bienvenue à tous les immigrés !

## Démocratie blindée

Depuis quelques années, les émeutes urbaines se multiplient. Le processus de décomposition sociale qui connaît notre société est à l'origine de ce phénomène. Sous les coups de boutoir du patronat et de l'Etat, le chômage et la misère se développent. En réaction, les rapports individuels et sociaux deviennent de plus en plus violents.

L'Etat tente d'y faire face. Pour calmer et rendre dépendants des millions d'individus, il développe, d'une part, le RMI et d'autres formes d'assistance. D'autre part, il réorganise et renforce son appareil répressif. A Paris et Lyon, les militaires de Vigipirate continuent à patrouiller. Dans la nouvelle loi de programmation militaire, la gendarmerie dispose de crédits d'équipements pour renforcer sa dotation en blindés anti-émeutes. La loi Toubon « anti-terroriste » s'inscrit dans cette logique.

Le discours alarmiste tenu, par les médias et le pouvoir, sur les « banlieues » n'est pas anodin. On nous présente l'existence de zones de non-droit pour tenter de criminaliser des populations entières. Pour légitimer un renforcement systématique de la répression, l'Etat joue sur les préjugés racistes envers les populations à forte composante immigrée. Indéniablement, l'attaque est raciale. Mais elle est aussi sociale. Les cités regroupent des secteurs de la classe ouvrière qui subissent particulièrement durement l'oppression et l'exploitation du système capitaliste.

L'Etat poursuit un objectif. Il cherche ainsi à nous diviser et à briser toutes les capacités de résistance. Il est nécessaire de faire face. Refusons la « démocratie blindée » que l'Etat et le patronat nous préparent ! Organisons-nous sur des bases sociales, pour que la révolte devienne révolution !

**PATRICK**  
(groupe Durruti - Lyon)

**LYON - place Bellecour**  
**samedi 15 juin - 15 h**  
**manifestation**  
**en faveur des sans-papiers**

Supplément au n° 1047 Rédaction-Administration

145, rue Amelot  
75011 Paris.

le monde  
**libertaire**

Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

## Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.



**SPÉCIAL  
G7  
à Lyon**

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

13 AU 19 JUIN 1996

supplément au N° 1047

**GRATUIT**

## PARTOUT DANS LE MONDE CONTRE LE CAPITALISME ET L'ÉTAT **UNE CLASSE UN COMBAT !**

**L**E CAPITALISME est-il en crise ? A cette question, et ce malgré la régression sociale organisée à l'échelle planétaire, nous sommes bien forcés de répondre par la négative. Le capitalisme n'a pas pour objectif de fournir un travail à chacun, ni *a fortiori* de satisfaire les besoins sociaux. La logique capitaliste est basée sur la seule recherche du profit maximum. Et dans ce domaine, tout va bien ! La « crise » n'est perçue comme telle que par ceux qui la subissent. Pour la bourgeoisie, le fonctionnement actuel du capitalisme est tout ce qu'il y a de plus normal.

Garder cette idée en tête, permet de résister au bourrage de crâne. Cette précaution ne paraît pas inutile dans le contexte d'un G7 qui sera l'occasion d'une couverture médiatique à la hauteur de l'« événement ». Si nous n'étions pas directement les victimes de ce système social inhumain, un tel sommet des principaux représentants de la bourgeoisie planétaire consacré à l'emploi pourrait faire sourire.

A notre intention, Chirac aura, bien sûr, concocté un petit discours populodémagogique sur l'absolue nécessité de lutter contre la « fracture sociale ». Pourtant, la vraie nature des débats ne devrait être un mystère pour personne. Ce G7 n'est qu'un simple chaînon dans une succession d'initiatives politiques visant à adapter et coordonner l'action des Etats en fonction des intérêts capitalistes à l'échelle mondiale. Une nouvelle fois, le discours libéral justifiant les inégalités sociales sera rituellement confirmé. Les préoccupations des puissants de ce monde ne sont pas les nôtres !

Parler de mondialisation de l'économie fait partie du discours dominant. En tant que tel, ce phénomène est pourtant un fait incontestable. Aujourd'hui, les marchés financiers et les exigences de la concurrence capitaliste imposent l'essentiel. Les gouvernements jouent, en quelque sorte, le rôle de simples sous-traitants de l'« entreprise capitaliste mondiale », avec comme fonction d'assurer le maintien de la « paix sociale », tout en organisant l'aggravation des conditions d'exploitation de tous ceux qui subissent le capitalisme.

Pour ceux qui nous dirigent et nous exploitent, le constat de cette mondialisation est utilisé comme une arme idéologique pour légitimer la remise en cause des « acquis » sociaux que les luttes du passé avaient permis de conquérir. Ceux qui les défendent sont taxés d'« archaïsme ». Le « progrès » passera par la soumission totale à la



logique capitaliste. Pourtant, le seul avenir que cette société est capable d'offrir à la jeunesse est la perspective de vivre moins bien que ses parents.

### Impasse à gauche

Pour sortir de cette impasse, il est plus que jamais nécessaire de proposer un projet social alternatif au capitalisme. Affirmer la nécessité d'une transformation révolutionnaire de la société n'est pas une utopie. L'utopie est dans le camp de ceux qui prétendent pouvoir nous offrir un capitalisme « à visage humain ».

Après des années de gestion dévouée des intérêts capitalistes, la gauche, revenue dans l'opposition, cherche désespérément à se refaire une virginité politique. Mais quel projet social est-elle capable d'avancer aujourd'hui ? A la perspective de battre la droite aux prochaines législatives pour mener enfin une « vraie politique de gauche » ne peuvent croire que ceux qui le veulent bien ! Dans un contexte où la moindre revendication pour l'amélioration des conditions de vie ou de travail se heurte à la logique impitoyable de tout un système économique, les solutions réformistes (nationales et électoralistes) sont plus obsolètes que jamais.

### Pour un autre futur

Le monde constitue aujourd'hui l'arène unique d'une vaste lutte de classes. Ceux qui nous dirigent et

nous exploitent en sont conscients, et tentent de nous masquer cette réalité. La force potentielle que représente ces milliards d'exploités leur fait peur. Voilà pourquoi ils cherchent à nous diviser en opposant « privilégiés » et « exclus », « Français » et « immigrés », travailleurs du « Nord » et du « Sud », travailleurs du « public » et du « privé ».

Seul le développement de puissants mouvements révolutionnaires à l'échelle de la planète peut nous permettre d'échapper à l'avenir barbare, fait de misère et de guerre, que nous prépare le capitalisme. Exploités et opprimés, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces.

Seules la coordination et l'auto-organisation de nos luttes peuvent nous permettre d'en maîtriser le déroulement et les finalités.

Sur cette voie, le chemin est encore long et les obstacles nombreux. Les anarchistes ne se contentent pas de déclarations. A travers l'échange des expériences et des pratiques, les militants anarchistes agissent pour qu'un mouvement social anticapitaliste et anti-autoritaire prépare une société basée sur le fédéralisme et l'autogestion. Seule l'égalité économique et sociale peut permettre que la liberté pour tous et toutes ne reste pas un vain mot.

PATRICK  
(groupe Durruti - Lyon)

## LYON : ACTIVITÉS FA POUR LA SEMAINE DU G7

MERCREDI 19 JUIN - 20 H 30

projection (sous réserve) du film  
**LES MÉDIAS ET LES ILLUSIONS NÉCESSAIRES**  
(sur Noam Chomsky)  
à la librairie La Plume Noire  
19, rue Pierre-Blanc (entrée par l'allée), 69001

JEUDI 20 JUIN - 21 H

débat sur la MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE  
au **Café libertaire (La Plume Noire)**

VENDREDI 21 JUIN - 21 H

concert avec le groupe **A Brûle pourpoint**  
à la librairie La Plume Noire

## 22 JUIN

### MANIFESTATION ET MEETING

A l'occasion de la tenue du G7 à Lyon, la Fédération anarchiste appelle à la manifestation qui aura lieu le 22 juin.

Les libertaires manifesteront pour réaffirmer la nécessité et la possibilité d'une transformation révolutionnaire et libertaire de la société.

- MANIFESTATION à 15 heures devant la Manufacture des Tabacs.
- MEETING à 18 heures à l'Espace Saint-Georges Communication (ex-CEP), 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

## 23 JUIN

### RÉUNION INTERNATIONALE

A l'occasion de la tenue du G7, une réunion internationale se tiendra le 23 juin, à partir de 9 h, à l'Espace Saint-Georges Communication (ex-CEP), 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

A l'ordre du jour : les réalités locales des luttes, la mondialisation du capitalisme et la réorganisation consécutive des Etats et les perspectives du mouvement anarchiste.

Toutes les organisations anarchistes présentes dans les luttes sont invitées à venir dialoguer et à échanger leurs points de vue sur ces questions, dans l'optique d'une redynamisation de nos pratiques internationales.

### NOTRE DERNIÈRE AFFICHE



En noir et rouge, format 45X72. 5 F l'unité et 50 F les 50 (port compris)